



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

TOUS UNIS CONTRE LA PRÉCARITÉ !



FLEXIBILITÉ | PAGE 3

PARLEMENTARISME | PAGES 6-7

PAGE 7

ET AUSSI...

**FEMMES
COBAYES**



**DE QUOI
ONT-ILS
PEUR ?**

**COMMERCE
ÉQUITABLE ?**



**DALKIA
MARXISME
PAS SORCIER
LIBÉREZ
ABDALLAH !**



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accomplissement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 4^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS

Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE



Pour que vive l'unité ouvrière

Deux « petites » luttes récentes ont en fait une grande signification politique : celle de l'OSP à Pavillons-sous-Bois (93) en juillet-août et celle de Modeluxe à Chilly-Mazarin (91) actuellement.

L'OSP est une boîte de gardiennage qui travaille surtout pour Monoprix. Modeluxe est une blanchisserie industrielle de taille moyenne. La première est soumise au renouvellement de son contrat de sous-traitance. La deuxième à un rachat pur et simple. Les deux ont tenté de virer leurs travailleurs sans-papiers en prétendant découvrir leur situation administrative. Dans les deux cas, les travailleurs se sont organisés collectivement avec la CGT, réclamant aux Prud'hommes le paiement de leurs heures supplémentaires (OSP), ou se mettant en grève (Modeluxe, voir *Partisan* n° 206) ; et bien sûr, revendiquant des papiers pour tous. Dans les deux cas, il y a eu des rassemblements devant les préfectures. Seine-Saint-Denis pour OSP, Essonne pour Modeluxe.

Ces deux luttes nous rappellent que les sans-papiers sont avant tout des travailleurs. Les parents des élèves que les flics pourchassent jusque dans les salles de classes, ce sont des travailleurs. Les expulsés de Cachan et d'ailleurs (Toulouse, Saint-Ouen, Aubervilliers, etc) qui n'ont pas accès aux logements sociaux : des travailleurs.

Les immigrés sans-papiers sont une fraction de la classe ouvrière qui vit l'extrême de la précarité et qui pose de manière aiguë la question de la lutte à mener par nous TOUS contre cette précarité et ses conséquences. Les licenciements, expulsions et exclusions que vivent les sans-papiers ne sont que les situations extrêmes d'une dégradation générale des conditions de vie des travailleurs en terme de travail, de logement, de santé et d'éducation des enfants.

Les papiers : un enjeu de la lutte de classe

La question des sans-papiers, de leur droit au logement, de l'avenir de leurs enfants, c'est d'abord la question du travail irrégulier. Celui-ci joue un rôle-clé, indispensable dans l'ensemble de l'économie par sa présence massive dans certains secteurs : bâtiment, nettoyage, gardiennage, restauration, saisonniers de l'agriculture, etc. Il joue également un rôle économique et social indirect en faisant pression sur les coûts et les salaires. Il est le modèle même de la précarité, de la flexibilité, de l'allègement des charges sociales et du démantèlement complet du Code du Travail rêvés par le patronat. On comprend alors pourquoi les régularisations, quand elles ont lieu, ne se font qu'avec des autorisations de séjour d'une année. Celles-ci laissent au travailleur tout juste le temps de souffler avant de recommencer la bataille pour le renouvellement. Avec une carte d'un an, comment peut-on se faire respecter d'un patron qui sait que vous ne pouvez pas vous permettre la moindre période de chômage ? Comment obtenir un logement décent auprès d'un bailleur ? Etc...

On comprend aussi pourquoi les dernières lois sur l'immigration cherchent à relier le contrat de travail avec l'autorisation de séjour.

On comprend enfin la raison d'être de la directive Bolkestein, soi-disant repoussée, mais appliquée depuis des années aux chantiers navals de Saint-Nazaire avec les conséquences que l'on sait pour les travailleurs roumains, polonais ou indiens. **La régularisation systématique de tous par une carte de dix ans est donc un véritable enjeu pour tous les travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie.**

Soutien humaniste ou solidarité de classe ?

Les luttes autour des élèves étrangers ont fait l'actualité de l'année passée. Elles ont été importantes pour tout le mouvement et ont mis le gouvernement sur la défensive. Mais elles ont, le plus souvent, perdu de vue le caractère ouvrier des familles de ceux qui étaient défendus. On a vu aussi réapparaître des modes d'action comme les parrainages. Ces parrainages ont tendance à renforcer le cas par cas, à mettre les travailleurs à la remorque de « personnalités ».

C'est aussi le cas par cas que défendent les préfets et tous les gouvernements qui se sont succédés. Pour cela, il faut combattre les illusions, de plus en plus présentes dans le mouvement des sans-papiers, comme quoi l'adversaire de Sarkozy, s'il est élu, régularisera massivement les sans-papiers. Rappelons les régularisations de la gauche, fin 97. Elles se sont faites au cas par cas, avec une carte d'un an et les déboutés ont reçu une invitation à quitter le territoire. Sarkozy n'est pas le premier à avoir fiché massivement les demandeurs. La gauche l'avait déjà fait.

Aux parrainages paternalistes, nous opposons la solidarité de travailleurs envers d'autres travailleurs. A la concurrence entre travailleurs et au cas par cas, nous opposons notre unité sur la base de nos intérêts communs face aux capitalistes pour la régularisation de tous. C'est ce qu'ont mis en oeuvre les travailleurs de Modeluxe qui se sont mis en grève avec les salariés sans-papiers de l'entreprise.

C'est de telles solidarités qu'il s'agit de construire. Pour cela il est important d'appuyer les salariés de Modeluxe en lutte contre les licenciements et pour les papiers, et d'appuyer l'Union Locale CGT de Massy qui les organise.

Construire une perspective commune

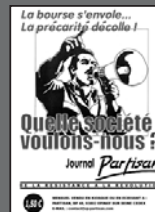
Travailler à l'unité entre travailleurs avec ou sans papiers, participer à la lutte pour construire l'unité de la classe ouvrière, et, au-delà l'unité de tous les travailleurs. C'est la condition pour résister aujourd'hui aux attaques du capital. C'est la condition pour, demain, reprendre l'offensive jusqu'à renverser la classe des capitalistes et réorganiser la société en fonction de nos besoins.

**CARTE DE DIX ANS POUR TOUS !
TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS MÊME COMBAT !**

LES AUTOCOLLANTS

Partisan

COMMANDEZ-LES
À NOTRE BOÎTE
POSTALE !



Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

Les femmes cobayes du travail flexible



La précarité serait synonyme de «liberté de choix» et le travail à temps partiel permettrait aux femmes de «concilier vie professionnelle et vie familiale»?

C'est en 1981 qu'apparaissent les premières lois autorisant le recrutement à temps partiel dans le public et dans le privé. Ce système a très vite été appliqué aux femmes, alors qu'il devait concerner tout le monde. En dehors de la fonction publique, la loi ne prévoyait pas qu'un salarié retrouve son poste à temps plein s'il le souhaitait. En mars 97 un sondage démontre que 43,5% des salariés à temps partiel souhaitent travailler davantage, contre 37% en 1990. Et la majorité de ceux qui déclarent l'avoir «choisi» ne peuvent pas pour autant transformer leur contrat à temps partiel en temps plein. Sous prétexte de répondre aux besoins des travailleurs, et particulièrement des femmes, pour aménager leur temps de travail, le gouvernement va favoriser l'instauration de la flexibilité et ceci à coup d'aides publiques massives aux patrons qui mettront en place ce système. (Un autre pas vers la flexibilité sera franchi avec l'annulation du temps de travail contenu dans la loi sur les 55h).

Le temps partiel est plus «choisi» chez les cadres, techniciens, (ceux qui ont des bons salaires), ou bien des femmes dont le salaire est considéré comme salaire d'appoint dans le couple. En revanche, il est «subi» chez les ouvrier(e)s et employé(e)s non qualifiés. Certes, il y a les femmes qui ont la possibilité de prendre leur mercredi pour s'occuper de leur enfants mais pour la majorité des femmes le temps partiel signifie sous emploi, travail en miette avec des horaires élastiques (donc inconciliables avec la vie familiale). Et les salaires sont eux aussi «partiels» : depuis 1983, la très nette progression des salariés percevant de bas salaires s'explique par la montée du temps partiel. Et 80 % de ces salariés pauvres sont des femmes. En fait, l'explosion des temps partiels conjugués avec la pression d'un chômage massif, la baisse des minima sociaux, la dégressivité des

indemnités chômage (commencée par les socialistes puis continuée par les autres gouvernements), ont permis au patronat de contourner le SMIC mensuel qui de fait n'est plus la référence en matière de salaire. Être payé aujourd'hui au SMIC mensuel est devenu un avantage!! Le SMIC horaire est par contre devenu la référence avec le développement de la précarité et des temps partiels.

La plupart de ces sous emploi se trouve dans le commerce, soins aux personnes, les grandes surfaces, la restauration rapide, le nettoyage, les métiers dits «de service» (que le gouvernement actuel a contribué à développer).

Quelques témoignages.

A 22 et 23 ans, Wendy et Sonia n'ont connu que des journées désarticulées. Wendy, bac +2, a été animatrice dans une école: 8h-9h puis 12h-14h50 et pour finir sa journée, 17h15-18h15. Cela pour 600 à 900 euros selon les mois. Elle a passé huit mois au Quick; idem c'est deux heures par ci, trois heures par là et «un contrat qui change tous les soirs». Forcément elle change beaucoup d'employeurs! Comme Sonia qui a tenu deux ans comme serveuses «de 9h50 à 15 h puis de 18h à 2h du matin, parfois 5 ou 3h du matin. C'était mon truc, mais j'étais trop fatiguée». Elle se dirige vers le nettoyage, (dans un hôtel puis dans une entreprise), premier employeur féminin: «Je faisais 6h-8h, 9h-11h et 17h-20h50. J'étais chez moi à 21h. Les bus sont rares le soir et ça ne faisait que 50 heures au SMIC. Un jour, j'ai voulu arrêter le chantier de 6h du matin, j'ai été mise à pied puis licenciée.»

Simone habite près de St-Malo. Elle se lève à 4 heures, part à 15 kilomètres faire le ménage dans un garage poids lourds de 5 à 7 ; revient prendre son petit déjeuner, repart chez un particulier, revient le midi, reprend l'après-midi et finit à 20 h. Simone a onze employeurs : huit particuliers et trois entreprises qui payent le SMIC, comprennent la durée des chantiers, ne donnent que 2 à 6 euros par mois pour les frais de transport et malgré ses 40 à 45 hs de ménage et ses heures de trajets, Simone ne dépasse pas 1000 euros par mois !

Brigitte est caissière dans un Leclerc : «Je dois noter mes horaires sur un cahier tellement ça bouge, tous les jours des horaires différents. comment prendre des rendez-vous, faire des activités?» Elle gagne moins de 800 euros par mois après douze ans d'ancienneté. «Je suis sous Prozac, on y est presque toutes !» (*)

Mais les femmes qui subissent encore plus la flexibilité sont les «animatrices de vente» dans la grande distribution: Elles sont embauchées par des agences avec des contrats en CDI sans heures de travail garanti : «Tous les lundis, on téléphone; le travail est distribué mais le jeudi l'agence peut dire que c'est annulé. Du coup on n'a plus de boulot mais on n'est pas licenciées.» Elles aussi sont obligées de cumuler les employeurs, ce qui veut dire subir la pression de plusieurs chefs : les chefs d'agence, les chefs de rayon, les commerciaux. Autant de risque de perdre son travail: «si le chef de rayon veut une jeune, on ne refait pas d'animation ». Du coup les animatrices de vente préféreraient avoir un CDD : «Au moins, on aurait droit aux ASSEDI». Face à de telles conditions de

travail, une vingtaine d'animatrices, dans la région de Brest, se sont regroupées et syndicalisées auprès de la CFDT. Mais il est vrai que la plus part du temps, ces femmes travaillent dans des entreprises où les syndicats ont du mal à s'implanter.

Le travail en miettes touche aussi le secteur public : Chrystelle travaille à la Poste. En avril 2005, 12 femmes (sur 25 agents) se retrouvent au guichet, avec des temps partiels de 21h à 26 h. Elles sont obligées de compléter en «roulant» sur des tournées de facteurs. «certaines pleuraient. Si vous refusez les tournées, c'était le temps partiel imposé.» Depuis le travail a été encore réorganisé deux fois...

Dans le secteur public les championnes

du temps partiel, sont les agents d'entretien des écoles et autres services municipaux.

Pourquoi le travail à temps partiel a-t-il touché surtout les femmes? C'est le résultat de la division patriarcale du travail entre hommes et femmes qui confie à ces dernières le soin d'élever les enfants et de s'occuper des tâches domestiques. Le travail à temps partiel est donc en fait un chômage partiel pour assumer des tâches qui devraient être en partie socialisées, et, pour le reste, partagées équitablement avec les hommes.

Le développement du temps partiel chez les femmes renvoie donc, en particulier, à un manque d'équipements spécialisés comme les crèches. Ce manque est organi-

sé par l'Etat. Celui-ci pourrait les mettre en place. Quand il a eu absolument besoin du travail des femmes entre 1914 et 1918, c'est ce qu'il avait fait.

C'est dire que la lutte contre le temps partiel ne concerne pas seulement les conditions de travail mais aussi bien des aspects de notre vie dans cette société. Cela ne peut qu'aiguiser notre envie de la changer.

Alexandra

(*) La précarité et donc la pauvreté qu'elle implique ont des effets multiples sur la santé des femmes. De manière générale, aux âges actifs, chômage ou inactivité s'accompagnent d'une surmortalité des personnes concernées et la mortalité des chômeuses est environ le double, à âge égal, de la mortalité des actives occupées.

CONSEIL POLITIQUE DES FEMMES, EN ALLEMAGNE

En octobre, le Vile Conseil politique des femmes, la plus grande rencontre auto-organisée des femmes a eu lieu à Düsseldorf en Allemagne. Il était préparé par un collectif, élu lors de chaque Conseil, composé de femmes non organisées et de membres de différentes organisations. 1 700 personnes et aussi une délégation française, entre autres des camarades de VP-Partisan, y ont participé. Voici leur rapport.

INSOUMISES, INTRÉPIDES ET LUCIDES POUR UN MONDE NOUVEAU !



Apprendre toute cette oppression cruelle des peuples et surtout des femmes, leur misère, leur manipulation, nous a bouleversés. La société bourgeoise et la mondialisation sont montrées du doigt. Mais nous apprenons aussi la force des femmes, leur résistance, leur désir de changer ensemble le monde. **Todo cambia !** (Tout change), cette chanson latino est devenue le slogan du week-end. Un moment donné, nous l'avons même chantée avec 1 000 personnes, pour vous décrire l'ambiance.

Le premier jour, s'est tenu un émouvant «Voyage vers les femmes du monde». Dix-sept invitées de l'étranger nous ont raconté leurs situations et leurs luttes : «Lorsqu'on nous apprend que plus d'un milliard d'enfants sont orphelins à cause du sida, dans une seule région d'Afrique du Sud, notre compassion est aussi forte que s'ils étaient nos propres enfants... Nous sommes émus par la femme palestinienne qui élève ses enfants dans la fierté de son pays et pour la lutte pour la liberté... On nous apprend l'assassinat de cinq ouvrières du textile au Bangladesh et d'Anna Politkovskaïa en Russie. Nous sommes bouleversés et révoltés et nous sommes décidés à nous inspirer de son courage, de ses

rêves et de ses objectifs, de les porter en nous et de les apporter aux autres...», dit la déclaration finale du Conseil. **Todo cambia !**

Une jeune fille de notre délégation parle des luttes anti-CPE et du RESF. Elle surmonte son trac et parle pour la première fois devant une audience de 700 personnes. De ses premières expériences comme militante, de son émotion quand elle a vu les CRS intervenir contre des squatters de Cachan, des femmes enceintes et des enfants. Une nouvelle génération de militant(e)s apparaît dans ces luttes. **Todo cambia !**

Le lendemain, dans quatorze forums, les débats sont approfondis. Nous participons au forum «Un meilleur avenir pour mes enfants ! Différentes positions dans l'éducation sont mises à la discussion : les tendances à materner, à «protéger» les enfants de la dure

réalité, les tendances à laisser faire les enfants. Pour que nos enfants aient un meilleur avenir, ils ont besoin d'une éducation sociale de lutte. Les mères ont un rôle important dans tout cela pour donner l'exemple. **Todo cambia !**

Le buffet gigantesque du soir est super-bon et la soirée culturelle avec danses, sketches, chansons, est enthousiasmante. Elle montre les capacités et la beauté d'une culture des «femmes de la base». Lors du week-end, les hommes qui participent au Conseil ne discutent pas seulement les sujets «femmes» avec nous, mais s'occupent de la cuisine et de la garde des enfants. **Todo cambia !**

La séance plénière du dernier jour dresse le bilan. Si nous surmontons notre timidité, nos réserves, notre résignation, si nous sommes prêtes à changer, à nous organiser, nous pouvons changer le monde ! Une idée courageuse est adoptée par cette rencontre : Proposer une conférence mondiale des «femmes de la base», en 2010, au Venezuela ! Ce pays a actuellement le gouvernement le plus progressiste du monde. Son président, Chavez, a une attitude anti-impérialiste et il a pris des initiatives importantes pour la cause des femmes. L'invitée vénézuélienne au Conseil lui transmettra cette demande. Il faut une alternative au capitalisme et les femmes sont une force dans cette lutte! Le Conseil des femmes participe à la création un réseau mondial des femmes. De nouveaux liens sont établis, de nouvelles filles et femmes, enthousiasmées par ce week-end inoubliable, rejoignent notre lutte. **Todo cambia ! Correspondance**



À COMMANDER A NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTAIRIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50 €

Une brochure **1.5 euro**

Partisan



Manifestation du 30 septembre dernier

LES PATRONS ET LES HAUTS FONCTIONNAIRES CAPITALISTES SONT RESPONSABLES ET COUPABLES !

Extraits d'un tract diffusé à la manifestation le 30 septembre à Paris

100 000 morts sur les dix ans à venir encore, à cause de l'amiante, une foule de blessés, et il n'y aurait aucun coupable ni aucun responsable ?

Ils doivent payer !

Pour que ce type de scandale ne se reproduise pas, il faut qu'ils paient ! D'abord au pénal - c'est une nécessaire reconnaissance politique. Mais aussi en indemnités aux victimes - l'argent est pour eux le domaine le plus sensible...

Un pavé dans la mare

Il y a environ 500 produits cancérigènes connus en circulation en France.

L'amiante est interdit ? Un de ses produits de substitution, la fibre de céramique, provoque des cancers chez les rats de laboratoire... Des milliers de produits chimiques sont utilisés sans aucune étude préventive.

Sous l'effet du chômage et de la précarité, les conditions de travail se dégradent. Le nombre de maladies professionnelles reconnues explose, celles de l'amiante bien sûr, mais aussi les TMS, les troubles musculo-squelettiques (+ 7% en 2005).

Note lutte en tant que victimes de l'amiante est un pavé dans la mare de tout un système économique et social : le capitalisme...

L'amiante se développe !

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la production d'amiante continue à se développer. 2,11 millions de tonnes en 2001, et 2,55 en 2004. Russie : 875 000 tonnes. Chine : 555 000 tonnes. Kazakhstan : 346 000. Canada : 200 000. Brésil, Colombie, Inde, etc. Empêtré dans ses contradictions, le capitalisme se fait impérialisme. Il se reconverit dans les pays « émergents ». Le Clémenceau en Inde, Saint-Gobain en Corée...

Les travailleurs eux-mêmes

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

AMIANTE

Toute la lutte contre l'amiante le confirme : pour que le système capitaliste fonctionne, il faut que les travailleurs ne sachent pas et ne soient pas mobilisés. Si les ouvriers avaient su quels dégâts provoquaient ces petites fibres après des années ou des dizaines d'années, ça ne serait pas passé comme ça !

Pour se mobiliser, il faut savoir ! En 1975-76 déjà, avec Amisol, Ferodo et Jussieu, c'était une alliance de lutte entre scientifiques, intellectuels et travailleurs.

Pour en finir avec toutes les victimes du Capital, il faut mettre l'homme, et non le profit, au premier plan dans la société. La solidarité, et non la concurrence. C'est ce que nous faisons aujourd'hui, c'est ce que nous ferons demain !

La nouvelle société socialiste reposera sur le pouvoir ouvrier, à tous les niveaux !

LA LIGNE CONFÉDÉRALE A LA CAISSE D'ÉPARGNE

La Caisse d'Épargne (avec La Poste) est chargée de collecter l'épargne populaire, par le biais du livret A, en vue du financement du logement social. Ce système est maintenant perçu comme une distorsion de concurrence, qu'il s'agit de supprimer. La séparation de la Banque Postale d'avec les autres services de la Poste s'inscrit entre autres dans l'attaque contre ce système.

Pour ce qui est de la Caisse d'Épargne, le gouvernement projette de la fusionner avec Natexis, le groupe bancaire des Banques Populaires. Il s'agit évidemment d'une privatisation déguisée qui se traduira par la cotation en Bourse de la Caisse d'Épargne.

Un tract est sorti signé de la confédération, de la fédération des banques et assurances et de la fédération des finances (celle de Le Duigou, actuellement dirigeant confédéral). On peut y lire :

« Parmi les propositions alternatives de la CGT : Il faudrait maintenir le flottant de Natexis au niveau du projet actuel et proposer un actionariat salarié dans les trois groupes (c'est-à-dire Caisse d'Épargne, Banque Populaire, Caisse des Dépôts et

Consignations) d'un tiers du flottant, avec un fond géré par une majorité de représentants de salariés élus sur une liste syndicale. (Cité dans : La CGT n'est-elle pas en danger, de juillet 2006)

Cette affaire résume bien la ligne confédérale. S'adapter aux attaques et aux évolutions du capital en négociant une institutionnalisation plus poussée du syndicat. C'est une petite bourgeoisie dirigeante de syndicat qui se sert du syndicat pour s'intégrer à la bourgeoisie.

C'est aussi révélateur des rapports internes. Le tract a été parachuté d'en haut en contradiction avec toute la pratique et la culture antérieures des organisations CGT aussi bien de Natexis que de la Caisse d'Épargne. L'appareil intermédiaire a été court-circuité.

Ces grandes manoeuvres dans les groupes financiers liés à l'État sont à mettre en relation avec une autre affaire interne à la CGT. En juin, le syndicat CGT de la Caisse des Dépôts et Consignations (qui récupère l'épargne populaire collectée) s'est vu retirer ses mandats par la fédération. Ce syndicat n'était pas particulièrement réputé pour son opposition mais c'était, semble-t-

De nombreux jeunes, lycéens et étudiants pour la plupart, sont contraints durant l'été de vendre leur force de travail dans divers secteurs, le plus souvent dans les métiers ne nécessitant aucune qualification. C'est l'occasion pour les entreprises de se servir de cette main-d'œuvre bon marché.

LA MISÈRE DES JEUNES POUR LE PROFIT DU PATRONAT

TÉMOIGNAGE

En été, on recrute dans le tourisme, bien évidemment... L'industrie est aussi un bassin très important en cette période. Un dernier secteur d'importance est celui de l'agriculture, de la viticulture... Les points communs à tous ces secteurs sont des conditions de travail pénibles : fortes chaleurs, longues expositions au soleil. Et ce sont les pauses non payées, le travail au noir, les heures sup. non payées, etc. Ce sont aussi des secteurs de faible syndicalisation, ce qui bien entendu se ressent sur les conditions de travail. Personnellement, après des missions d'interim d'une journée ou de trois soirs consécutifs ; puis d'une semaine de travail au black, j'ai eu l'occasion de travailler comme manutentionnaire durant cinq semaines dans une entreprise.

Précarité. Dans les secteurs les plus contraignants physiquement (5 tonnes de barre d'aluminium à porté par jours !), on trouve 2 voire 3 intérimaires pour 1 ouvrier en CDI. Et l'utilisation abusive de contrats précaires est nettement visible de par la

couleur des casquettes de sécurité qui diffère selon le statut (CDI, intérimaire, bureau). C'est ainsi que l'entreprise choisit de payer 20% de plus ses ouvriers en CDI pour être sûre de leur silence... Résultat : pas de syndicat et environ trois mises à la porte par semaine sur trente ouvriers dans mon secteur... A qui le tour ?

Cette utilisation abusive d'intérimaires est tolérée par la loi... car ces taux élevés dans les milieux ouvriers sont compensés par le fait que dans les bureaux, par exemple, il y a peu d'intérimaires.

Accidents. La course au profit maximum pousse à l'utilisation de chariots transportant jusqu'à 550 kg d'aluminium qui sont pour la plus part bancale et non remplacés dans un secteur des plus rentables de l'entreprise. Résultat, en cinq semaines, deux accidents qui auraient pu être mortels. Le premier le plus marquant, c'est un chariot branlant de 350 kg d'aluminium qui se renverse sur un deuxième qui se renverse aussi. Prés d'une tonne d'aluminium à terre en barres de 6 à 7 m de long. De quoi écraser 5 à 4 ouvriers.

Racisme, injustices. Aucune promotion interne n'est possible pour ceux qui sont d'origine maghrébine, qui, même qualifiés restent cantonnés à des boulots de manoeuvre. Comme je le disais les ouvriers en CDI sont payés 20% en plus, mais en plus les intérimaires sont traités comme de la merde... Sur-exploités par la boîte d'intérim qui est détenue par la fille du PDG de l'usine. Belle famille qui appartient aux dix-familles les plus riches de la région lyonnaise. La famille se sert donc deux fois sur le salaire des intérimaires : une fois par les profits réalisés dans l'usine et une autre sur la part qui revient à la boîte d'intérim.

Révolte sourde. Cette injustice quotidienne stimule l'envie de révolte. Un midi discutant du rôle irrationnel de la Bourse et de l'injustice criante du capitalisme, plusieurs collègues d'apparence non politisée, se sont mis à discuter du communisme. Idéal inaccessible pour certains, expérience ratée pour d'autres. Mais tous ces ouvriers étaient unanimes sur un point : le capitalisme ne fera pas leur bonheur et seul le changement de société pourra assurer un avenir et une démocratie réelle. La conscience de classe existe belle et bien. De l'espoir en perspective !

Réalités et mythes. Heureusement, TFI est là pour nous remonter le moral en montrant des étudiants heureux qui ramassent des fruits au soleil, pour se faire de « l'argent de poche », dans une « ambiance assurée », nous dit la présentatrice. En attendant, un étudiant sur deux renonce à des soins faute de moyens financiers... Merci TFI de nous montrer la voix... Je commence dans deux jours les vendanges dans le Beaujolais. Vive les vacances !

Extraits d'un article paru dans L'Étoile Rouge n°6, journal de la Fédé du Rhône du Mouvement Jeunes Communistes. Sous-titres de Partisan

Militants VP

TRAVAIL 2,2 MILLIONS DE MORTS !

Le nombre de morts au travail, par accident ou par maladie, a augmenté de 10% en trois ans pour atteindre 2,2 millions de victimes, selon les statistiques du Bureau International du Travail. De par le monde, le travail fait plus de victimes que les conflits armés !

Nous avons rencontré début septembre plusieurs militants du Collectif Général des Travailleurs – Energie de Dalkia (CGT-E), syndicat autonome créé en 2005 par une grande part de l'équipe militante de la CGT. Cela méritait d'y voir un peu plus clair !

DALKIA

Affrontement entre syndicalisme de classe et collaboration de classe

Dalkia-France, c'est la filiale «Energie» de Veolia Environnement, une «World Company» qui emploie 270 000 personnes dans 64 pays, pour la gestion de l'eau, de l'énergie, de la propreté et des transports. En France, le groupe Dalkia regroupe 14 000 travailleurs, sur cinq grandes régions (Nord, Atlantique, IdF, Est et Centre-Méditerranée), et prend en charge les réseaux de chaleur, de climatisation, de vapeur, d'air comprimé ou d'énergie pour les industriels comme pour tous les bâtiments collectifs (logements, écoles, hôpitaux, immeubles de bureaux etc). A noter que depuis 1999, EDF a une participation minoritaire de 34% dans le capital de Dalkia-France et plus de 65% dans le capital Dalkia International, ce qui a amené les syndicats de Dalkia et EDF à se rapprocher et à multiplier les échanges d'expériences.

Mais l'histoire du syndicalisme de classe à Dalkia est une vieille histoire dans la Fédération de la Construction de la CGT, qui remonte aux années 90, face aux glissements confédéraux comme la suppression en 1995 de l'article 1 des statuts qui marquait une certaine identité de classe de la CGT, ou l'adhésion à la CES.

En 2000, une grève dure menée conjointement et solidairement avec les travailleurs d'Elyo, entreprise concurrente, filiale du groupe Suez - Lyonnaise des Eaux, permettra de gagner sur les salaires, quasiment sans soutien fédéral, voire la désapprobation de la Direction Confédérale, dont certains membres allèrent jusqu'à reprocher le contenu de classe de la lutte, tout en n'oubliant pas ensuite de «récupérer» la victoire obtenue.

Un «Partenariat privilégié».

Mais c'est en mars 2002 que les problèmes commencent vraiment, au terme d'une rencontre officieuse, à l'initiative de la direction du groupe Veolia, dans un salon d'un grand hôtel situé aux Champs-Élysées, avec des représentants de la Confédération, de la Fédération de la Construction et du syndicat Dalkia pour établir un «partenariat privilégié» avec la CGT. La collaboration de classe institutionnalisée a alors été refusée par la CGT Dalkia encore ancrée dans le syndicalisme de classe, mais acceptée par la fédération, la confédération.

L'affrontement prend alors un tour de plus en plus aigu et le conflit s'envenime avec la direction de la fédération de la construction.

Entre temps, sous la tutelle du secteur confédéral «vie syndicale», le syndicat et la Fédération de l'Energie avaient entrepris une réflexion sur l'é-

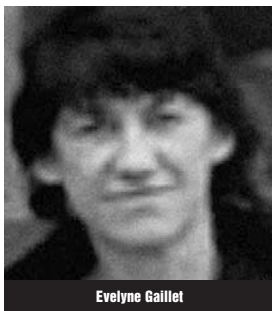
volution du champ professionnel avec comme objectif le renforcement du collectif «filiales» de la FNME. Cette convergence d'approche a été concrétisée par l'élection du secrétaire général de la Coordination des syndicats CGT de Dalkia à la commission exécutive de la fédération de l'Energie au congrès de Biarritz d'octobre 2005 et à la tête du secteur filiales des IEG (industries, électriques et gazières). A la même époque, quatre autres militants ont été élus aux commissions exécutives de syndicats d'EDF, à Nantes, Bordeaux, Rouen et Limoges, et une camarade, Evelyne Gaillet, au secteur femmes/mixité.

Ainsi, la Coordination CGT Dalkia envisageait statutairement de quitter la Fédération de la Construction pour se rattacher à la Fédération de l'Energie, compte tenu de l'évolution des métiers de Dalkia. A l'exception des représentants de la CGT Nord-Pas-de-Calais, cette décision a été entérinée, en janvier 2004, par la majorité de l'Assemblée générale des syndicats, en présence de représentants des deux fédérations concernées qui en ont accepté le principe.

Syndicat mis sous tutelle.

En parallèle, une militante CGT de classe commence à dénoncer au CE Dalkia Nord ce qui paraît bien être de l'abus de bien social avec le détournement des fonds de fonctionnement du CE au profit des élus (CGT y compris) et la complaisance tacite de la direction. Elle subira pour cela harcèlement, menaces ouvertes, dénonciations, brimades.

La riposte ne se fait pas attendre. La Fédération de la Construction apporte son soutien aux élus du Nord et somme la camarade de taire ses dénonciations. Un simulacre de



Evelyne Gaillet

congrès extraordinaire a lieu en septembre 2004, avec comme seule décision la destitution de la camarade de tous ses mandats désignatifs !

Dans la foulée de cette mascarade, sans motif exprimé, le changement de fédération est annulé. La Coordination Dalkia est dissoute par la Fédération de la Construction sans aucune consultation des syndicats ni des syndiqués. Tous les mandats désignatifs sont annulés (avec courrier à la direction de Dalkia). Le syndicat est mis sous tutelle avec interdiction d'activité autonome et la perspective des élections professionnelles se rapproche avec une élaboration par la fédération de la Construction des listes sans les militants de classe. A terme, c'est donc le licenciement pour ceux-ci à l'échéance de la protection de leur mandat, compte tenu de leur activité syndicale intense et radicale (salaires, amiante, classifications, accord de méthode Groupe, conditions et souffrance au travail, astreintes, etc.) qui avait de loin fait de la CGT le premier syndicat chez Dalkia toutes régions confondues, avec plus de 54 % des postes aux Instances Représentatives du Personnel.

Un choix difficile.

Les camarades ont alors fait le choix difficile d'un repli stratégique pour préserver le collectif militant de lutte de classes et le capital de lutte acquis dans l'entreprise. Il a donc été décidé collectivement lors d'assemblées générales des syndicats régionaux, en novembre 2005, de quitter la CGT et de créer un syndicat indépendant, le CGT-E Dalkia (Collectif Général des Travailleurs Energie Dalkia France).

Depuis, ce syndicat a acquis sa représentativité sur la région Ile de France, et est en bonne voie pour la gagner sur la région Atlantique (plus grande région de Dalkia France, 35 départements), et développe à nouveau une activité syndicale intense, en particulier autour d'un nouveau système de classifications mis en place par Dalkia.

Un site internet (www.cgtedalkia.com) et un blog (www.cgtedalkia.over-blog.com) permettent de développer les liens avec les salariés éparpillés, y compris dans les régions où le CGT-E n'est pas encore représentatif.

Par ailleurs, le CGT-E subit une attaque frontale de la direction de Dalkia assistée de tous les syndicats (y compris malheureusement la CGT), avec procès sur procès pour la représentativité (tous perdus), jusqu'à des dénonciations pour détournement de fonds, où les militants ont été auditionnés, sans aucune suite pour l'instant... Quatre militants ont été licenciés faute de protection syndicale.

Quelques conclusions.

Le syndicalisme de classe est bien vivant. Indépendamment des conflits d'appareil qui peuvent avoir un côté obscur, les camarades ont une véritable activité syndicale, de classe, et le soutien d'une large frange de salariés.

Ce syndicalisme de classe est attesté par l'acharnement de la direction de Dalkia à se débarrasser de ces militants en les licenciant dès qu'elle en a les moyens.

Le courant de collaboration de classe ne hésite pas une seconde à utiliser tous les moyens quand il est menacé. Il faut savoir en retenir la leçon pour nous tous.

Pourquoi avoir quitté la CGT ? Question évidente, pourquoi n'avoir pas continué le combat de l'intérieur, quitte à un recul temporaire ? La réponse est simple : le conflit durait depuis des années, les camarades n'avaient plus le choix, ils ont été contraints à ce qu'ils appellent un repli stratégique pour maintenir un collectif et une activité de classe.

Pourquoi un syndicat autonome ? Pour-quoi n'être pas allé ailleurs, par

exemple à SUD ? Les camarades y ont beaucoup réfléchi, ont envisagé toutes les hypothèses, y compris à la demande des syndiqués, pour ne pas rester isolés. Ils ont exploré tous les contacts, à SUD, à l'UNSA (!), et même à la CFDT (!). Finalement toutes les perspectives étaient trop lointaines de leur démarche de classe, et de plus, leur projet (pour autant qu'il soit possible) est bel et bien le retour à la CGT.

Enfin, plus largement, les camarades n'envisagent pas de rester tous seuls dans leur coin. Pour eux, l'heure est au syndicalisme de classe, les contradictions vont s'accroître comme on a pu le voir lors du congrès de la CGT. Ils ont donc en perspective de mettre en place une sorte de forum syndical de classe, construit sans exclusive, par un travail collectif de tous les participants. Un forum qui servirait de lieu de rencontre, d'échange d'expériences et de bilan, de débat de tous les sujets, même s'ils sont contradictoires. Un forum avec une structure d'animation légère, à mettre en place dès que possible...

La répression contre Evelyne Gaillet.

Dans l'immédiat, tous les efforts du CGT-E sont mis sur le soutien à cette militante du CGT-E (la seule en région Nord). C'est elle (ancienne secrétaire du CCE CGT, pas n'importe qui !) qui a soulevé l'affaire des frais de fonctionnement du CE, et elle est aujourd'hui licenciée, à peine quinze jours après l'échéance de sa protection syndicale. Licenciée à 53 ans, après 24 ans d'ancienneté dans l'entreprise et 15 ans de militantisme syndical !

Une pétition a été mise en ligne (www.cgtedalkia.com/comitesoutienne.htm) un peu longue pour être produite intégralement ici, mais nous invitons tous nos lecteurs à la récupérer, la faire signer largement, en renvoyant les signatures à l'adresse du CGT-E, (info@cgtedalkia.com).

Un comité de soutien est organisé autour de personnalités comme Henri Alleg, Georges Hage député du Nord, Mimouna Hadjam (Africa) et d'autres pour soutenir E. Gaillet contre la répression syndicale.

Nous aurons certainement l'occasion de revenir sur ce collectif, et ce qui illustre des contradictions dans la CGT ou de l'émergence du syndicalisme de classe. Au-delà du cas particulier, c'est le signe qu'il y a un énorme potentiel militant, et que l'heure est bel et bien au bilan, au débat, à la confrontation pour construire et avancer !

Correspondant VP

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

LISEZ Partisan

DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE, JUR OU CONTRÔLE OUVRIER, DIC

Partout où la bourgeoisie a conquis le pouvoir... elle ne laisse subsister d'autres liens, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant »... Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange. Aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté de commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

Manifeste du Parti communiste, Karl Marx, Friedrich Engels.

MEDIAS

Extraits d'une conférence fort instructive donnée par Pierre Rimbert qui écrit dans le journal alternatif «Le Plan B, critique des médias et enquêtes sociales», voici quelques faits pour ceux qui auraient encore quelques illusions.

Tenus en laisse ?

Dans les mois qui viennent, nous allons beaucoup entendre parler de Sarkozy car, grâce à des journalistes obligeants, chaque éternement du ministre de la police obtient immédiatement un retentissement national. Il a publié un livre de témoignages, et durant cette campagne électorale, comme dans son livre, il sera assez peu question des liens tout à fait étroits que Sarkozy entretient avec les grands patrons qui possèdent la presse. Donc, quand Sarkozy publie son témoignage sur lui-même, le *Journal du dimanche*, la veille de la sortie du livre, consacre une pleine page pour décrire « la forme olympique du ministre, le visage détendu, légèrement halé, ligne impeccable, voie posée, gestes calmes ». Une information absolument cruciale !

Lagardère, Bouygues, Sarko. La ques-

tion à se poser est : A qui appartient le *Journal du dimanche* ? Il appartient à Arnaud Lagardère (*), qui est très proche de Nicolas Sarkozy puisqu'il considère le ministre « non pas comme un ami, mais comme un frère ». Lagardère possède aussi Europe1, dont le PDG, Jean-Pierre Elkabach a très longuement reçu Sarkozy pour le faire parler de son livre.

Le monde est égoïste, individualiste, mais rassurez-vous Elkabach et Sarkozy s'entraident puisque il y a quelques mois le PDG d'Europe1 a demandé conseil au ministre de la police pour effectuer le recrutement de la journaliste qui sera chargée de parler du ministre de l'intérieur. Quand on lui a parlé de cette conception un peu particulière de l'indépendance des journalistes Sarkozy a expliqué : « Si vous saviez ! Il n'y a pas qu'Elkabach qui fait ça ! »

Puis Sarkozy est invité la veille de la parution de son livre au journal télévisé de TF1. Normal ! le patron propriétaire de TF1, Martin Bouygues, est à la fois le parrain de l'un des fils de Sarkozy et son témoin de mariage. Nicolas a confié : « Martin, c'est pour moi la définition de l'unité, de la droiture, de la fidélité, depuis vingt-cinq ans bientôt, nous nous parlons tous les jours » Et tous les jours TF1 parle de Sarkozy et d'insécurité !

De l'UMP au PS... Alors on peut s'indigner de ce genre de pratique, mais au fond est ce que le problème relève de Sarkozy ? Au fond, est ce que la plupart des hommes politiques n'emploient pas exactement les mêmes méthodes ? Séduire les médias. Cultiver des amitiés avec les responsables de presse. Publier des livres narcissiques, squatter les émissions de divertissements et évidemment s'abstenir de la moindre critique envers les journalistes.

De l'UMP au PS ces pratiques sont identiques : par exemple Jack Lang, a publié en septembre son troisième livre de l'année, « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur moi ». Ce n'est pas une blague ! Et les journalistes se sont transformés en attachés de presse, idem pour Ségolène Royal qui sortira son livre en Janvier...

Dans les mois qui viennent, nous allons entendre parler d'économie, c'est normal, c'est la campagne électorale ;



mais les médias nous parlerons beaucoup moins de la mainmise des grands patrons, des industriels, des financiers sur la presse.

Entre le printemps 2004 et l'été 2005 (onze mois) les trois principaux quotidiens français ont bouleversé leurs actionnaires. Le *Figaro* a été racheté par Dassault, constructeur et marchand d'armes ; *Le Monde* a été recapitalisé à hauteur de 17% par Lagardère et les salariés de *Liberation* se sont vendus au financier Edmond De Rothschild. La règle d'or (ou plutôt la règle d'argent) c'est qu'un média ne dessert jamais les intérêts de son propriétaire. Le problème c'est que les intérêts des multinationales qui possèdent la presse sont en plus diversifiés dans des tas de domaines différents. Un exemple : lorsque Karl Zéro avait lancé en 1998 son « Vrai, faux journal » sur Canal+ il avait expliqué : « l'accord de départ avec Pierre Lescurer et Alain Degréf, directeur de Canal+, spécifiait bien qu'il y avait trois sujets sur lesquels on ne pouvait pas enquêter : le football, le cinéma, la Compagnie Générale des Eaux. Cela dit, ces interdits ne me posent pas de problèmes. La liberté de la presse se limite à la liberté de ceux qui la possède.

Sélection des extraits : Nicolas Oswald
Les intertextes sont de la rédaction

(*) Lagardère est aussi propriétaire minoritaire de *L'Humanité*.

COMBIEN NOUS COÛTE UN PARLEMENTAIRE ?

Député ou sénateur, il coûte 2 400 euros par jour à la collectivité nationale. Ils se sont augmentés de 50% en dix ans. Un chômeur en ASS ou un RMiste, dont l'allocation n'a augmenté que d'à peine 30% depuis 1992, doit se contenter de 14 euros par jour pour tenter de survivre ! Même en période de soi-disant disette économique, les parlementaires ne songent jamais à se serrer la ceinture.

A quoi sert vraiment un parlementaire ? A pas grand-chose en vérité. En témoignent les procédures d'ordonnances utilisées par le Premier ministre De Villepin pour imposer autoritairement des mesures anti-sociales ! En fait ces parlementaires servent à nous bercer d'illusion et à faire croire à la démocratie. Une fois usés, d'autres avides, viennent manger à la gamelle. Et quelle gamelle !

CE QUE GAGNE CHAQUE PARLEMENTAIRE. 80 à 90% des 1001 parlementaires actuels, soit 577 députés nationaux, 78 députés européens et 346 sénateurs (ils étaient 321 jusqu'à l'année dernière...) sont des cumulards qui gagnent 25 à 50 000 E par mois, voire davantage !

EN TANT QUE DÉPUTÉ :
21 434 E PAR MOIS (140 609 F). Soit, à titre personnel, le député empoche au moins 12 881,59 E (84 501 F), dont indemnités parlementaires brutes de 6 769,39 E (incluse une indemnité de fonction de 1 340,44 E non imposable), dont indemnités de frais de mandat de 6 112 E (non imposable). + crédits collaborateurs (*) : 8 555 E.

EN TANT QUE SÉNATEUR :
21 420 E PAR MOIS (140 518 F). Soit, à titre personnel, le sénateur empoche au moins 15 219,65 F (86 720 F), dont indemnités parlementaires brutes de 6 769,39 E (incluse une indemnité de fonction de 1 340,44 E non imposable), dont indemnités de frais de mandat de 6 450,26 E (non imposable). + crédits collaborateurs : 6 894,51 E. + subvention mensuelle groupe politique : 1 506,36 E.

S'Y AJOUTENT DE NOMBREUX AUTRES AVANTAGES OU « FACILITÉS » : Frais de transport, téléphone, courrier et Internet gratuits. Frais d'hôtel remboursés 100 E (656 F) par jour, etc... Une retraite à taux plein après 20 ans de cotisations seulement. Un député peut prendre sa retraite à 55 ans. Cette pension est cumulée avec les autres retraites. 50% des revenus des parlementaires échappent à l'impôt, etc...

LE CUMUL DES MANDATS, UNE AFFAIRE JUTEUSE ! Bien que la loi du 25 février 1992 limite le cumul des indemnités à une

fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire de base, ce qui porte le maximum perçu en cas de cumul à 7 886,67 E nets (51 736 F), celle-ci ne représente qu'une partie des émoluments. Le cumulard reste largement gagnant en dépassant très souvent les 15 000 E (100 000 F) mensuels avec les indemnités complémentaires diverses (indemnité de résidence, de fonctions, de secrétariat, de collaborateurs, etc...).

ET LES SOMMES EXCÉDANT LE PLAFOND ? Contrairement à ce que la logique voudrait, au lieu de rester dans les fonds publics, le surplus, au delà du plafond de 7 886,67 E, est redistribué par le cumulard lui-même, à sa discrétion, à ses copains élus du même parti ou de la même assemblée. Les parlementaires contourneront ainsi, le plus « légalement » du monde, la limitation des revenus qu'est censée imposer la loi sur le cumul des mandats. Députés et sénateurs confondus auraient fait encaisser à leur parti, grâce à ce système de financement occulte, plus de 50 millions d'euros en 2004.

Etre élu député ou sénateur est une affaire juteuse et on comprend qu'il s'y accroche. D'autant plus lucrative qu'elle n'empêche pas (ou presque) de cumuler d'autres revenus provenant de divers mandats locaux ou fonctions exécutives. Sans compter les revenus liés à des placements juteux et à d'autres affaires tout aussi rentables, comme la publication de livres qu'il est facile de faire éditer quand on est un parlementaire.

MORALE DE L'HISTOIRE. Ne comptons que sur nous-mêmes ; reprenons nos intérêts en mains ; faisons nous-mêmes notre politique. Ne donnons surtout pas aux spécialistes parlementaires la légalité de nous bernier.

Gérard Lecœur

(*) Un parlementaire peut recruter y compris des membres de sa famille et beaucoup ne se gênent pas pour le faire...

Sources : Budget 2005 des assemblées parlementaires. Contribuables Associés. Assemblée nationale. Sénat. Enquête NCO 1997

POUR EN SAVOIR PLUS



Sur les rapports entre les médias et le pouvoir politique, lire la nouvelle édition actualisée et augmentée du livre de Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Editions Raisons d'agir. Et si vous voulez « surveiller » les médias de près, lisez « Le Plan B », bimestriel, 2 euros, en vente en kiosques et dans certaines librairies. Site : www.leplanb.org

SORTIR DU PARLEMENTARISME

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois. Le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées « agissantes ». Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'a-

dresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans le parlement, on ne fait que bavarder ; à seule fin de duper le « bon peuple ». Lénine, *L'État et la révolution*

UN MONDE DE CITOYENS, JURYS POPULAIRES... DICTATURE DU PROLÉTARIAT ?

DE QUOI ONT-ILS PEUR ?

Royal et son secrétaire, une fois l'effet passé, calmement le jeu. «Cela existerait en Scandinavie et en Allemagne : des citoyens tirés au sort donnent un avis sur de grands choix de société». Pas de quoi s'affoler, ils ne réclament pas le pouvoir !

Fabius retrouve son calme : «S'il s'agit de consulter la population sur un projet précis et technique, c'est une possibilité parmi beaucoup d'autres. Donc, oui à la démocratie participative, non à la démocratie punitive» ajoute-t-il. Toutefois Ségolène Royal a fait sortir le diable rouge de sa boîte.

ILS ONT PEUR DU PEUPLE, TOUT SIMPLEMENT ! 60% des gens jugent que les élus et dirigeants politiques sont plutôt corrompus et 96,5% ne voteraient pas pour un candidat impliqué dans une affaire, selon une enquête très sérieuse du CEVIPOF. La défiance est passée de 58% en 1977 à 55% en 1990 puis à 60% aujourd'hui. «70% des citoyens disent n'avoir pas confiance dans leurs élus», nous dit *Le Parisien*.

Même les Verts voient rouge : ils portent plainte contre le groupe Suez, qui a invité cet été des parlementaires à la Coupe du monde de football alors que se préparait sa fusion avec GDF.

Le diable est là : les gens montrent qu'on ne peut plus continuer ainsi à le berner. Crise de la démocratie parlementaire. Manque de confiance, abstentionnisme...

LA «COUPURE DES ÉLITES». Un fossé se creuse entre le peuple et ses «représentants». Le parlementarisme, c'est le système de représentation électorale qui ôte au peuple tout pouvoir de décision et d'action sur sa propre vie. Il lui permet seulement d'élire, de temps en temps, des «représentants» qui échappent totalement à son contrôle. Le parlement n'est d'ailleurs qu'une chambre d'enregistrement, puisque toutes les décisions importantes sont prises dans les cabinets ministériels. Elles sont en fait proposées et imposées par les grands groupes financiers et industriels qui détiennent le pouvoir économique, et par conséquent, la réalité du pouvoir politique.

Dans la société bourgeoise, la liberté politique pour les exploités est conditionnelle. Elle est d'autant plus large que le pouvoir bourgeois n'est pas menacé. Et toujours très restreinte au cœur de la machine à profit, l'entreprise. Mais dans tous les cas, la bourgeoisie garde le monopole du pouvoir. C'est elle qui se fait élire, c'est elle qui contrôle les médias et qui impose son mode de vie. Ce sont ses intérêts économiques et financiers qui s'imposent. Quand ceux-ci sont menacés, la classe dominante montre la violence de sa dictature.

DÉMOCRATIE ET DICTATURE. De même que la démocratie bourgeoise est garantie par la dictature de la bourgeoisie, la démocratie pour les ouvriers et les autres exploités, ce qu'on appelle la démocratie prolétarienne, ne peut se maintenir que si les ouvriers imposent leurs intérêts contre ceux de la bourgeoisie; que s'ils imposent leur dictature sur la bourgeoisie.

Ségolène Royal colle à Sarkozy qui colle au «peuple». Et elle fait fort, parle de «jurys de citoyens» pour évaluer l'action des élus. Proposition approuvée par près de 60% des personnes interrogées, nous dit «Le Parisien».

Les bourgeois, à droite comme à gauche, s'effraient à l'idée de «jurys populaires». Villepin ringardise la démocratie directe ; Sarkozy dit que de ce monde-là, «il n'en veut pas», qu'il lui «fait peur». Fabius trouve «inacceptable» de vouloir transformer «les citoyens en procureurs». D'autres traitent Royal de «maoïste». On aura tout vu !

La liquidation de l'ancien appareil d'État doit s'appuyer sur l'émergence et le développement d'un nouvel État fondé sur les Conseils Ouvriers, les Comités Populaires, les Communes. A travers ces instruments de pouvoir le peuple prend lui-même progressivement en charge toutes les tâches de l'État, et ainsi tend à l'abolir lui-même en tant qu'appareil spécial coupé du peuple. Le contrôle n'existe pas sans le pouvoir. L'expérience de la Commune de 1871 le démontre.

LA COMMUNE DE 1871, DÉMOCRATIE POPULAIRE EN ACTION. Après l'insurrection du peuple de Paris, et le départ des bourgeois à Versailles, les Communards font l'expérience de la démocratie populaire : débats contradictoires, votes, élections, mandats impératifs et révocations des délégués. La pratique de cette démocratie s'exerce partout, du simple club de quartier au Conseil de la Commune, du bataillon de la garde nationale jusqu'à son Comité central. C'est l'apprentissage de la responsabilité collective où chacun participe à tour de rôle à ce pouvoir. Le but est d'ôter toute prétention à l'usurpation du pouvoir. D'ailleurs, les appointements des membres et fonctionnaires de la Commune sont alignés sur ceux des ouvriers. N'est-ce pas là une forme de pouvoir capable d'en finir avec toute forme de pouvoir ?

En 72 jours, les mesures prises ou désirées suffisent à prouver le caractère nouveau de cette révolution du peuple pour le peuple. Confiscation des biens des Versaillais et de leurs amis; réquisitions des usines et ateliers abandonnés et remis

aux associations ouvrières; création d'écoles professionnelles pour filles et pour garçons, véritables tentatives d'associer le travail manuel et intellectuel; bureaux d'embauche et d'entraide contrôlés par la Commune et non plus par la police comme autrefois; interdiction des amendes sur salaires; suppression des heures supplémentaires; suppression du travail de nuit pour les apprentis boulangers, etc.

L'horreur des Versaillais est à son comble : «C'est la suppression par décret des entrepreneurs et des patrons», hurlent-ils. C'est une «atteinte à la liberté du travail...».

LE «MINISTÈRE DES MASSES». Au nom de la souveraineté populaire, le Comité central de la Garde nationale, installé à l'Hôtel de Ville, déclare le 22 mars 1871 aux électeurs que «Les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables»; et, le 24 mars : «Quand nous pourrions avoir les yeux partout où se traitent nos affaires, partout où se préparent nos destinées, alors, mais alors seulement, on ne pourra plus étrangler la République.»

Les élus de la Commune, révocables, tenus à un mandat impératif, demeurent sous le contrôle d'un véritable «ministère des masses»: chambres syndicales, clubs,

coopératives, comités de femmes, presse maintiennent une forte pression. Une démocratie qui remet en cause la délégation de pouvoir et la bureaucratie! Voilà ce qui fait trembler nos Sarkozy, Fabius et autre Ségolène !

LA COMMUNE RÉPOND AUX ASPIRATIONS POPULAIRES. DANS L'ENTREPRISE. Ainsi l'atelier de réparation d'armes du Louvre se dote d'un nouveau règlement: chaque atelier élit, pour quinze jours, au conseil de direction, des ouvriers chargés de transmettre les réclamations et d'informer leurs camarades des décisions prises. Dans l'orbite des chambres syndicales ou de comités de l'Union des Femmes surgissent de nombreux ateliers coopératifs. Cette pratique inspire le décret du 16 avril, prévoyant la remise en marche par les ouvriers associés des ateliers que leurs patrons ont désertés.

«Le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases.»

Lénine 1917

DANS TOUTE LA SOCIÉTÉ. La Commune abolit le travail de nuit, interdit les amendes et retenues sur les salaires, combat le chômage, interdit l'expulsion des locataires, exerce un droit de réquisition sur les logements vacants. L'armée est remplacée par la Garde nationale, c'est-à-dire le peuple en armes, élisant ses officiers et sous-officiers. La Commune établit la gratuité de la justice, la liberté de la défense, supprime le serment politique des fonctionnaires et magistrats, eux aussi élus et révocables...

Tout, certes, n'a point été réalisé. Mais un monde nouveau, de contrôle populaire, socialiste, commençait à naître. Un monde que ne pouvait accepter la bourgeoisie, car elle y voyait avec raison la fin de son économie marchande et de son pouvoir politique. D'ailleurs, c'est par la dictature militaire qu'elle massacra les Communards. La démocratie communarde inspira bien des révolutions, comme celle d'Octobre 1917 en Russie, celle de Mao en Chine... C'est pour ce combat qu'il nous faut aujourd'hui un parti révolutionnaire!

Gérard Lecœur

A LIRE
• *Au nom du peuple ! La Commune est proclamée !* 140 pages - 1,50 euro
• *Notre Plateforme* en 4 cahiers (cahier 2 : démocratie et dictature)
Les 4 cahiers pour 4 euros
Un cahier : 1,50 euro
Commande à faire à notre Boîte Postale

SE SOUMETTRE OU RÉSISTER

Cinq cent euros d'amende prononcée pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement d'ADN suite à l'arrachage de betteraves OGM il y a 5 ans. C'est ce que vient d'infliger la « justice » à Benjamin Deceuninck.

Le procureur de la République à Alès a déclaré, avant même l'annonce du verdict : refuser de donner son ADN est un «délit continu», (...) «Tant qu'il refusera le prélèvement, j'engagerai à nouveau des poursuites et il sera reconvoqué. On peut le mettre au trou pour récidive.»

En invoquant la notion de « délit continu », le Procureur d'Alès, et donc l'Etat, ressort du passé la fameuse loi sur l'insoumission au service militaire. Le jeu consistait à l'époque à embastiller les opposants politiques. Une fois la peine purgée, ils étaient libérés... puis reconvoqués sous les drapeaux... puis de nouveau embastillés...

A chaque fois, une nouvelle condamnation s'ajoute et chaque fois dans le cadre d'une récidive, donc une peine plus lourde jusqu'à ce que la personne soit hors d'état de nuire, c'est-à-dire en prison.

DÉMOCRATIE ET DICTATURE

En cette période d'élection présidentielle voilà la réponse des «représentants de la nation» aux problèmes sociaux :

L'Etat se donne la possibilité de fichier tout le monde; les personnes qui refusent ne peuvent être que coupables; si elles sont coupables, il faut les mettre en prison

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme et la criminalité, les gouvernants accentuent la dictature de la bourgeoisie. Ainsi le FNAEG (*) vient s'ajouter parmi d'autres : au Fichier automatisé des empreintes digitales (FAED); au Fichier des personnes recherchées (FPR); au Fichier national des auteurs d'infraction à la législation des stupéfiants (FNAILS); au Système de traitement des infractions constatées (STIC).

SM

(*) Fichier National Automatisé aux Empreintes Génétiques

MANIPULER L'INFO

«A. Juppé revient avec une victoire éclatante» titre l'Agence France-Presse dans une dépêche du 8 octobre 2006. De quelle victoire s'agit-il ? La liste UMP-UDF-DVD l'emporte au premier tour, avec 56,24 % des suffrages. Un scrutin marqué par la faible participation : 44,82% seulement (contre 54,82 % en 2001 et 60,65 % en 1995). Il n'y a donc eu qu'un Bordelais sur 4 qui a voté pour lui. La «victoire éclatante» est donc plutôt celle de l'abstention, et le titre induit volontairement le lecteur en erreur.



ENCORE UNE TROMPERIE

Un certain nombre d'associations (ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), Cathred (Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits), Gisti (groupe d'information aux travailleurs immigrés), viennent de déclarer :

« En réaction à "l'appel pour l'égalité des droits" lancé par l'équipe du film Indigènes, le gouvernement vient d'annoncer une revalorisation des pensions versées aux anciens combattants des ex-colonies françaises...

La revalorisation prévue n'est en effet que partielle et a minima. **Partielle** : parce que la mesure ne concerne qu'une infime partie des prestations versées aux anciens fonctionnaires civils et militaires; la retraite du combattant et les pensions militaires d'invalidité. **Sont laissées de côté toutes les autres prestations, en particulier les pensions civiles et militaires de retraite et les pensions de réversion.**

A minima : parce que les deux prestations revalorisées portent sur des montants dérisoires : **450 euros par an pour la retraite du combattant à taux plein et moins de 700 euros pour une pension**

d'invalidité à taux plein. ... Pas question non plus de rattrapage. La revalorisation s'appliquera seulement, pour ceux qui sont encore en vie, au 1er janvier 2007.

L'attitude minimaliste du gouvernement traduit une fois de plus la désinvolture de la France à l'égard des vieux immigrés qui ont combattu ou travaillé pour elle, et n'en récoltent qu'indifférence ou mépris. »

Encore une fois il est démontré que les prolétaires n'ont pas de patrie à défendre. Quand ils réchappent aux tueries des champs de bataille, ils ne reçoivent que mépris de ceux qu'ils ont servis. Par inconscience bien souvent, ils ont servi leur pire ennemi : le bourgeois colonialiste. Le seul combat digne d'être mené, c'est celui de leur classe pour l'abolition de l'exploitation.

Vous vous souvenez de cette enquête que nous avons lancée en 2005 ? Ce n'est pas tous les jours qu'un journal militant fait une enquête auprès de ses lecteurs. Il fallait donc en reparler... Eh bien voilà, c'est du brut !

QU'EST DEVENUE L'ENQUÊTE AUPRÈS DE NOS LECTEURS ?

Des lecteurs plus nombreux à y répondre qu'en 2001: 3,5 fois plus. Cependant on ne pourra prétendre que les réponses sont représentatives de l'ensemble de notre lectorat, car ceux qui ont répondu à nos questions sont soit d'anciens abonnés, soit des personnes avec qui nous militons régulièrement.

Et qui sont-ils, ces lecteurs ? En majorité des hommes, âgés en moyenne de 40 ans ; 59% travaillent, soit comme ouvriers (25%), soit comme employés (43%).

Si la base populaire de notre lectorat nous satisfait, on voit que les femmes sont insuffisamment représentées, ainsi que les jeunes.

Que font-ils ? Près de 60% militent dans un syndicat, à la CGT pour 67%. 28% militent politiquement ; 19% militent dans des associations. Seuls 25% souhaitent un jour militer dans une organisation politique, dont les qualités principales devraient être selon eux : avoir un fonctionnement démocratique et fraternel ; être ouverte et non-sectaire. Les questions d'orientation politique, de lien à la classe ouvrière, viennent en second plan.

La grande majorité de nos lecteurs sont des militants, et qui accordent plus d'importance au fonctionnement d'une organisation qu'à la ligne politique qu'elle suit.

Comment ont-ils connu notre journal ? Pour près de 70%, en nous cotoyant ; les autres par hasard en kiosque, en librairie... Plus de 50% le lisent tous les mois, parallèlement à d'autres journaux politiques, quotidiens, hebdomadaires ou mensuels.

Comment le lisent-ils, et à quoi leur sert-il ? Plus de la moitié le lisent intégralement ; 60% en ayant eu envie de réagir, ce qui s'est concrétisé pour la moitié d'entre eux. Près de 70% de nos lecteurs ont déjà

prêté le journal ou distribué certains articles autour d'eux.

Ce qui nous satisfait, car notre journal est d'abord un outil militant : il donne un point de vue et indique une orientation militante.

Qu'est-ce qui a retenu le plus d'attention chez nos lecteurs ?

Majoritairement, c'est tout d'abord une analyse critique de la situation politique en France. Vient ensuite un important intérêt (50%) pour la situation internationale. Puis, à égalité, les questions syndicales, les infos sur les luttes sociales et les questions historiques. Notons enfin que les articles culturels et scientifiques intéressent peu, ainsi que les polémiques à l'égard des autres organisations politiques.

Quelques conclusions générales. Bien qu'elle soit partielle, nous tirons quelques enseignements de cette enquête. Nous devons renforcer notre travail en direction des ouvriers et petits employés, et parmi eux nous préoccupons beaucoup plus des conditions des femmes et des jeunes.

Nous devons favoriser l'expression de nos lecteurs, notamment en ne craignant pas de faire connaître les courriers ou les points de vue les moins élaborés. Comme ce journal est l'expression d'une organisation militante, qu'il est le résultat d'une réflexion collective plutôt que celle de spécialistes, il se doit de rendre plus ouvert le travail démocratique de construction qui s'y déroule ; et il doit beaucoup plus rendre compte de nos activités organisées. Toutes ces transformations devant lier plus étroitement notre journal à nos lecteurs. Alors, lecteurs, à vos plumes, construisez ensemble une presse communiste.

G. Lecoer

LE MARXISME, C'EST PAS SORCIER

Quand la marchandise n'existait pas

Aujourd'hui, c'est bien connu, tout a un prix. Autrement dit, tout est devenu marchandise dans notre «société de consommation». On doit payer pour tout, pour les différents objets dont on a besoin, pour de multiples «services». Si on ne doit pas encore payer pour l'air qu'on respire(1), on paye cependant pour l'eau qu'on boit. Money, monnaie, argent, euro, dollar... sont le fluide vital qui nous est presque autant nécessaire que notre propre sang. Et pourtant il n'en a pas toujours été ainsi : comment en sommes-nous arrivés là ? Comment nous en sortirions-nous ?

Au début : ni échange ni prix. Au début de l'humanité, les hommes et femmes organisés en tribus récoltaient à la sueur de leurs fronts ce qui servait à leur subsistance. La fabrication était uniquement artisanale (repas, vêtements, outils,...). Le produit de ces travaux n'était pas vendu et l'argent n'existait pas. Il n'était même pas échangé (pas de troc), il était simplement réparti au sein de la tribu en fonction des besoins, selon des critères internes à la tribu. Les tribus étaient autosuffisantes tant bien que mal,... ou périssaient. La production était de fait une coopération pour satisfaire les besoins de la petite communauté. Cet état de la société est appelé le «communisme primitif».

À cette époque, rien n'avait donc de prix, ni sous forme monétaire, ni sous forme d'équivalence entre différents produits. Cela ne veut pas dire que rien n'avait de valeur. On entend par là que les produits fabriqués avaient évidemment un intérêt, une utilité, pour les hommes : le vêtement permet de se protéger, l'outil de fabriquer, etc. Cette valeur, nous l'appelons **la valeur d'usage**. Même si on le voulait, elle ne pourrait pas se mesurer en quantité d'or ou d'argent, c'est une valeur qualitative et non quantitative.

L'apparition du troc. Alors l'organisation humaine continua de se développer. Dans certaines régions, les tribus eurent des contacts fréquents les unes avec les autres et découvrirent que chacune ne fabriquait pas les mêmes produits finis (à cause de techniques différentes, de ressources naturelles différentes...). C'est alors qu'apparurent les échanges de produits. Au départ, tant que ces échanges étaient occasionnels, chaque intervenant dans le troc ne mesurait l'intérêt de son échange que par rapport à l'intérêt du produit que l'autre lui proposait, c'est-à-dire par rapport à sa valeur d'usage. Ce n'était alors pas à proprement parler un troc marchand.

Mais parallèlement, des tas de transformations sociales apparurent. Les contacts fréquents entre tribus donnèrent aussi lieu à une diffusion des techniques, des cultures, partagées par des groupes de plus en plus nombreux de

tribus : ce fut l'apparition de véritables civilisations de tribus(2). En même temps, les techniques développées par chaque groupe humain se perfectionnaient et se spécialisaient, l'agriculture apparaissait, la traction animale, la roue, les alliages métalliques étaient découverts... Ainsi les échanges ne furent plus occasionnels mais devinrent réguliers, sur des aires géographiques très étendues.

Troc marchand et marchandise. Même en l'absence d'outil monétaire, le troc devint alors rapidement un troc marchand, et les produits de fabrication échangés devinrent des marchandises. De façon souvent inconsciente, ce ne fut plus en fonction de la valeur d'usage que les marchandises s'échangèrent, mais en fonction de la quantité d'efforts fournis pour les produire.

On pourrait en effet s'étonner sur le fait suivant : pourquoi n'échangeait-on pas un chariot à bœufs contre un pain ? Pourquoi un tel échange ne pouvait-il pas être «sérieux» ? Qu'y a-t-il de comparable, de commun, entre un chariot et un pain pour pouvoir déterminer une quantité d'échange ? Ces deux produits n'ont pourtant rien en commun dans leur composition ! La seule chose qui pouvait être comparée, même si c'était de façon inconsciente, c'était que ces deux produits étaient tous les deux des produits du travail humain. Comme la fabrication d'un chariot nécessitait beaucoup plus d'heures de travail que celle d'un pain, il était évident pour les «troqueurs» qu'un chariot «valait» beaucoup plus qu'un seul pain. Cette valeur-là, qui est une valeur quantitative, est complètement différente de la valeur d'usage, qui on l'a vu est qualitative : c'est ce qu'on appelle **la valeur d'échange**.

Derrière la marchandise : un rapport social. Il faut alors revenir sur le contexte social qui accompagne l'apparition de la marchandise. Si l'échange marchand et la marchandise apparaissent alors, c'est que d'une part, il y a eu spécialisation des productions et donc des hommes, division sociale du travail : chacun ne fait pas le même travail, et a besoin de marchandises

qui sont le produit du travail des autres. D'autre part, c'est que la répartition collective des produits du travail de chacun a disparu, contrairement à ce qu'il se passait à l'époque du «communisme primitif», avec l'apparition de la propriété privée. En réalité, cette disparition de la répartition collective ne s'est pas faite d'un coup pour toute la production humaine. Seulement certains pans de la production ont au départ échappé à la répartition collective : il s'agit notamment de l'excédent de production de la tribu qui était destiné à l'échange avec l'extérieur. Les producteurs spécialisés, privés, faisaient «bénéfice» de ces échanges avec l'extérieur, et en échangeait ensuite les produits en interne, avec les autres membres de la tribu. Et bientôt apparut alors l'Etat...

En attendant, il faut bien comprendre que la marchandise n'existe donc qu'à travers un rapport social. La production humaine n'est alors plus destinée à immédiatement satisfaire un besoin, mais à être échangée, vendue, sur un marché : elle se transforme en marchandises qui sont le support de rapports de propriété, de division sociale du travail, etc. Les producteurs ne coopèrent plus de façon collective pour satisfaire les besoins de la communauté humaine, mais sont devenus des producteurs indépendants, propriétaires, rapidement en concurrence les uns avec les autres.

Marc Roux

(1) Une parodie du capitalisme, où même l'air à respirer doit être acheté, a été mise en scène de façon surprenante dans le film d'anticipation hollywoodien intitulé *Total Recall* : ça se termine par une révolution...

(2) Les noms de ces civilisations ont été perdus mais les archéologues retrouvent la trace de leurs expansions géographiques à travers leurs productions typiques que la terre a conservées : outils bifaces pour l'une, mégalithes pour une autre, poterie à bandeaux pour une autre encore, etc.

À suivre. Dans le prochain épisode :
 -La monnaie et l'Etat
 -La loi de la valeur : valeur et travail
 -Derrière la marchandise : l'exploitation
 -Prix et valeur : quelles différences ?



La loi du 2 août 2005 sur les PME encadre officiellement le commerce équitable. L'AFNOR, agence française de normalisation, a publié un texte de référence en janvier 2006. Car les ventes "équitables" explosent en France : + 46% entre 2003 et 2004. Bref, c'est le succès. Et la récupération. Leclerc, qui se veut le champion des prix bas, voudrait aussi être le premier dans ce secteur... des prix plus élevés. Nestlé, McDo, Accor, etc., tiennent à se positionner sur ce créneau porteur. Les multinationales se bousculent pour récupérer, mais elles récupèrent quoi ?

Le commerce équitable de plus en plus... commercial

Le tournant du commerce équitable a eu lieu, au moins en Europe de l'Ouest, entre 1998 et 1999. C'est donc assez récent. Mais l'idée est bien plus ancienne.

Le succès est une conséquence de la mondialisation et de l'altermondialisme, c'est-à-dire de la conscience de cette globalisation du capitalisme. En 1998, trois associations font une campagne sur le thème «Exigez des produits éthiques» : Max Havelaar, Agir ici, et le CCFD (comité catholique contre la faim et pour le développement). Un an après, les produits Max Havelaar sont dans les grandes surfaces, en particulier son produit-phare, le café.

Le principe

Le principe consiste à payer nettement plus cher le producteur de la matière première, de veiller plus ou moins au respect de normes sociales et environnementales dans la production, ce qui se traduit à l'arrivée par un produit plus cher, mais plus «éthique». On voit tout de suite que la question des intermédiaires n'est pas au premier plan. Pour simplifier : on demande au travailleur du pays impérialiste de faire un effort pour le travailleur du pays dominé. Mais l'effort des transporteurs, des conditionneurs, des distributeurs, financiers et autres patrons et capitalistes, petites ou grands, n'est pas précisé !

Du commerce.

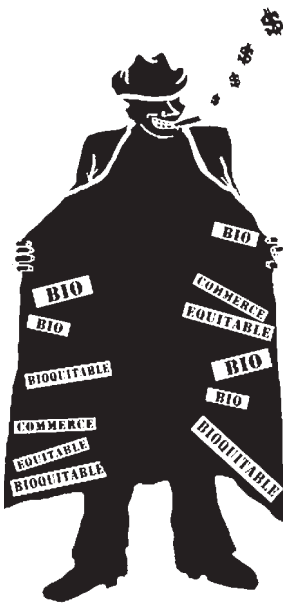
Si le succès est venu avec celui de l'altermondialisme, l'idée remonte au moins aux années 1960. C'était l'époque du «développement du Tiers-monde». Un des slogans progressistes de l'époque proclamait : «Trade, not aid» (du commerce, pas de l'aide). C'est-à-dire : au lieu d'aider, payez correctement ! Il y a quelque chose de juste dans cette revendication – la justice, pas la charité ! –, sauf qu'on demande du «trade», du commerce. N'importe quel marxiste vous le confirmera : l'échange marchand est à la base même du système capitaliste, impérialiste, et des inégalités.

Payer correctement qui ? Le producteur. Nouvelle ambiguïté. Un producteur, ça peut être un paysan, un artisan, qui peut avoir des salariés, dont il faudra vérifier s'il les paie équitablement... Un patronat équitable ? La preuve qu'on n'est pas sorti de l'auberge capitaliste !

Les origines

L'origine d'un phénomène éclaire toujours sa nature. L'association Max Havelaar, qui s'est auto-proclamée label de référence international, et devient de plus en plus une simple petite multinationale, a été créée en 1988 par deux missionnaires hollandais. Elle a dans un premier temps été financée par les églises hollandaises. Elle s'inscrit dans une longue tradition colonialiste et paternaliste de vente de produits exotiques en faveur des «bonnes œuvres» et des «braves indigènes».

Il y a deux autres réseaux d'associations,



Artisans du Monde, et Minga. Toutes deux apprécient de moins en moins la façon dont Max Havelaar négocie avec les grandes multinationales. Artisans du Monde est née en 1974, d'une idée de... l'abbé Pierre !

Limage de Christian Jacquiau, l'auteur du livre «Les coulisses du commerce équitable», n'est donc pas dénuée d'à-propos. Nous sommes invités, dit-il, à ajouter «un petit paquet de café équitable» sur un caddie «débordant de produits inéquitables»... «comme d'autres jettent une pièce dans le chapeau du pauvre à la sortie de l'église».

De vrais problèmes

Vous l'aviez compris : il y a quelque chose de pourri au royaume du commerce équitable. Mais il n'y a pas que ça.

Nous pouvons appliquer ici ce que nous disons des écologistes – qui trempent d'ailleurs massivement dans l'équitable – ou des politiques petits-bourgeois assez souvent : ils posent de vrais problèmes, ils proposent de fausses solutions.

La course au profit maximum à l'échelle mondiale, l'exploitation des producteurs ouvriers et paysans, le pillage impé-

rialiste des multinationales, etc., ce sont là des vrais problèmes. Mais le secret de la solution n'est pas dans le commerce. Il est dans la production.

Admettez que vous ne ferez pas le bien des producteurs exploités sans eux. Vous ne le ferez pas non plus sans vous opposer aux capitalistes de toutes sortes, et même sans les supprimer (ce qui ne veut pas dire les tuer tous !).

Bref : lutte des classes, pouvoir ouvrier, et économie socialiste ! Acheter de «l'équitable» est du réformisme concret. A moins que vous ne vouliez goûter un produit exotique, ce qui est autre chose.

Si vous voulez combattre l'économie impérialiste, dénoncer les conditions qui permettent à tel ou tel produit d'arriver dans les rayons moins chers qu'ailleurs, militez ! Avec votre argent, cotisez ! Adhères aux associations de consommateurs de votre syndicat. Soutenez syndicalement et politiquement les organisations de lutte et de classe des travailleurs des pays dominés. D'abord, ceux qui sont dominés par votre multinationale, par votre pays impérialiste. Vous ne ferez évidemment pas ces choix de lutte communiste et internationaliste sans avoir une ligne politique communiste. Et une organisation communiste révolutionnaire et internationaliste. Vous voyez qu'il y a des solutions !

La solution, c'est nous

Le client-type des produits équitables a un revenu par foyer compris entre 2500 et 3000 euros. 24% sont des cadres (d'après Le Parisien du 26 avril 2006). Évidemment, pour payer une boîte de graine de quinoa d'Amérique latine 3 euros les 500 grammes... Le premier pays d'Europe en volume de commerce équitable par habitant est la Suisse.

Le commerce équitable, c'est typiquement du réformisme petit-bourgeois. Mais ne laissons pas à la petite-bourgeoisie les questions de la mondialisation du capital, du commerce inéquitable, et de l'injustice faite aux «producteurs». C'est nous, militants communistes, qui avons les vraies réponses.

Marc Crespin

«Les coulisses du commerce équitable», Christian Jacquiau, Mille et une nuits, 2006, 22 euros.

PRESQUE UNE BLAGUE !

Figurez-vous que les grands trusts nord-américains ne sont pas contents, mais pas contents du tout. Le *New York Times* du vendredi 13 octobre 2006, nous apprend qu'ils menacent même la Chine de réduire leurs investissements. Cela va loin : ils se priveraient de ce beau pays où chaque capitaliste se bouscule pour investir un max et se partager le gâteau de l'exploitation ouvrière ?

Qu'a donc fait la nouvelle bourgeoisie chinoise pour mériter pareille menace ? Oh ! peu de choses, juste un zeste social...

Il est simplement question de passer une loi accordant plus de droits aux travailleurs... de renforcer le rôle des syndicats et de lutter contre la sur-exploitation de la main-d'œuvre. Certes, ce n'est pas de gaieté de cœur que la bourgeoisie chinoise prendrait pareille mesure sociale, mais ça grogne dur dans les usines et les campagnes chinoises, on a même vu des «émeutes» de la misère. De là à voir le fantôme de Mao réapparaître !

Il y a encore quelque temps, on critiquait les Chinois qui cassaient les prix, sous-payaient la main-d'œuvre, mais aujourd'hui, l'humanisme n'est plus de mise : «Certaines des grandes compagnies mondiales ont exprimé leur souci que ces nouvelles règles pouvaient faire resurgir certains aspects du socialisme...» lit-on dans le *New York Times*. «Au secours ! La dictature prolétarienne revient !» crient ensemble les démocrates du type Ford, General Electric, Microsoft, Nike (qui aime beaucoup les enfants... au travail), ou encore du «très social» Wall-Mart. SM

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure *Partisan* 1.5 euros

À COMMANDER A NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE



2 euros

Une brochure *Partisan* 2 euros

LIBÉRONS GEORGES IBRAHIM ABDALLAH !

Lettre aux manifestants du 25 février 2006

(devant la prison de Lannemezan)

« Les néolibéraux ont entrepris une démolition en règle des droits du travail, au logement et à l'éducation... les progrès conquis par plusieurs générations de travailleurs sont aujourd'hui balayés d'un revers de la main. Des régions entières sont plongées dans un désastre humain sans lendemain. Et pour mieux dissimuler ces ravages et diviser les forces populaires, des campagnes médiatiques ignobles mobilisent l'opinion au nom de la « sécurité » en désignant à la vindicte les nouvelles classes dangereuses. Comme à la fin du 19ème siècle et dans les années 50, la réaction agite l'épouvantail du travailleur étranger, celui ne vivant pas comme le « bon citoyen », celui privé d'un travail régulier, ayant une religion différente ou n'en ayant pas du tout (...)

La répression augure une époque féroce. Nous pourrions citer des dizaines d'exemples de cette dérive. Citons les plus caricaturaux, comme lorsqu'ils expédièrent le GIGN en hélicoptère contre les marins corses de la SNCM. Et à l'automne dernier, le parlement a voté l'état d'urgence pour mater la révolte des enfants de banlieues et instauré le couvre feu dans les cités et les quartiers populaires.

Selon le modèle néo-conservateur américain, les gouvernants ont choisi d'emprisonner de larges pans de la population déstabilisée par la précarisation et qui y résiste en se révoltant ou en créant une économie de survie. Ils baissent les aides sociales et augmentent les crédits carcéraux. De nouvelles prisons sont construites et aussitôt remplies. En certains lieux, les conditions de détention se révèlent cauchemardesques et seule une répression de matraqueurs cogoulés y maintient un ordre précaire.

Au centre de ce système répressif, le poids de la détention politique s'est

considérablement alourdi. Il n'y a jamais eu autant de prisonniers politiques depuis la guerre d'Algérie et parfois ils sont détenus depuis plus de 22 ans. L'accomplissement de la condamnation prononcée par les tribunaux spéciaux n'est plus le seul but recherché. Qui peut encore le croire ? De nombreux prisonniers sont immédiatement libérés depuis plusieurs années, mais les juges rejettent leurs demandes de libérations conditionnelles au prétexte qu'ils ne renoncent pas à leurs identités politiques. Désormais les détenu(e)s politiques atteint(e)s de maladies incurables ne bénéficient plus de la loi Kouchner de suspension des peines. Le mois dernier, le Ministre de la Justice a annoncé qu'il accepterait leur libération seulement à l'heure de leur agonie. Ainsi le chantage politique pèse même dans le cadre de la mort lente. (...)

Et aujourd'hui, en échange de notre libération, ils exigent que nous dénoncions notre résistance, que nous la reconnaissons inutile et même erronée, et surtout que nous aurions des crimes à avouer et à condamner. La criminalisation ne s'arrête donc pas à l'idée qu'ils n'ont jamais été remis en cause. Que leurs politiques néocoloniales rencontraient l'assentiment de tous ou du moins une neutralité bienveillante. Non ! Notre criminalisation participerait également à la banalisation de leurs crimes et de leurs complicités d'alors. La complicité avec les massacreurs des camps palestiniens et des quartiers de Beyrouth, le tapis rouge qu'ils déroulaient devant les rejets fascistes, les ventes d'armes aux bourreaux sud-africains ou au Shah d'Iran et à sa clique impériale, son implication directe dans la guerre criminelle contre l'Irak et l'Iran... la livraison de toute sorte d'armes, gaz de combat inclus, et des Super Étendard capables de bombardier les villes iraniennes...

Ou encore la complicité avec le franquisme et le Salazarisme au Portugal. Souvenez-vous, pas une parcelle de pouvoir institutionnel en Europe n'a échappé à la collaboration directe ou indirecte avec les tortionnaires ibériques (...)

Dans le front anti-impérialiste, nous avons compris un point essentiel de la nouvelle époque. Un élément crucial pour le combat révolutionnaire et qui ne s'est jamais démenti depuis, bien au contraire : le caractère de la prolétarisation mondiale.

Sans doute parce qu'ils refusaient de voir plus loin que le bout de leur rue, les différents sociologues et sociaux-démocrates chics clamaient l'embourgeoisement de la classe et même sa disparition. (...)

Les deux points fondamentaux de ce vaste mouvement de prolétarisation se firent évidents. La prolétarisation croissait 4 fois plus vite au sud et moins dans le centre impérialiste. Et face à la contre-offensive de la bourgeoisie pour rétablir les taux de profit, elle se développait sur les bases d'une précarisation extrême du travail.

Avec la globalisation néolibérale, la prolétarisation mondiale et la précarisation sont indissociables. Toutes les politiques de protectionnisme social ont échoué parce qu'il n'y aura pas d'amélioration des conditions des prolétaires ici sans des victoires probantes contre l'impérialisme et le néocolonialisme. (...)

**Les prisonniers révolutionnaires,
G.I. Abdallah et J.-M. Rouillan**

Vous pouvez retrouver la totalité de cette lettre sur le site de Secours Rouge : www.secoursrouge.org

QUI EST GEORGES IBRAHIM ABDALLAH ?

Né dans le Nord Liban en 1951, Georges Ibrahim Abdallah est un militant communiste, un combattant de la cause des peuples arabes libanais et palestiniens contre l'impérialisme, le sionisme, et la réaction.

En 1982, l'armée sioniste appuyée par les puissances impérialistes a envahi le Liban, encerclé et bombardé Beyrouth, et permis aux fascistes libanais de massacrer des centaines de civils à Sabra et Chatila. En riposte, les Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL) exécutèrent le responsable du Mossad (?) de l'ambassade d'Israël à Paris et menèrent des actions contre des diplomates américains (notamment l'attaché militaire US à Paris). Accusé d'être un responsable des FARL, Georges Ibrahim Abdallah fut condamné en France à une peine de perpétuité par la Cour de Streté de l'Etat en février 1987.

En prison, Georges Ibrahim Abdallah n'a pas cessé un instant de défendre la cause des peuples, que ce soit à travers ses déclarations politiques intransigeantes ou sa participation à des actions de solidarité avec les prisonniers et prisonnières de Turquie et de Palestine.

Aujourd'hui, Georges Abdallah subit, comme d'autres prisonniers politiques révolutionnaires, une vengeance d'Etat. Selon le droit français il pouvait être libéré dès 1999 par un simple arrêté administratif du ministère de la Justice.

La juridiction régionale de Pau autorisa d'ailleurs sa libération en novembre 2005 à la condition qu'il quitte la France. Mais sur ordre du ministre de la Justice, Dominique Perben, le procureur général fit appel et le maintien en détention fut ordonné. Dans la situation actuelle, cela signifie clairement une complicité du gou-



vernement français avec l'Etat sioniste.

Cet été, l'armée sioniste, bénéficiant toujours de l'appui militaire impérialiste, a une nouvelle fois agressé le Liban et perpétré toutes sortes de crimes de guerre contre son peuple. La résistance héroïque des masses libanaises a transformé cette agression barbare et criminelle en défaite... Mais l'OTAN entend maintenant occuper le pays et pour la justice française c'est une raison supplémentaire de s'acharner sur un militant fidèle à sa cause...

Libérons Georges Ibrahim Abdallah !

<http://liberonsgeorges.over-blog.com>

(*) Service secret sioniste

ALLEMAGNE

220 000 MANIFESTANTS !

Ils ont protesté, par des manifestations massives dans cinq grandes villes allemandes ont protesté, le 21 octobre, contre la politique du gouvernement de la «grande coalition» entre les sociaux-démocrates et le parti de droite (CDU).

La DGB, confédération des syndicats allemands, y avait appelé. Le gouvernement Merkel s'attaque au Code du Travail, augmente l'âge de la retraite à 67 ans et fait payer aux masses les dépenses de santé – pour le plus grand plaisir des patrons ! Beaucoup d'ouvriers dans l'industrie étaient, entre autres, présents ; ils sont confrontés à des suppressions d'emplois massives chez Siemens, Bayer, Telekom, etc. La loi Hartz IV, largement combattue depuis 2004, n'a pas réduit le chômage mais a multiplié le nombre des pauvres. La colère est au rendez-vous et le désir grandit de s'attaquer avec ardeur aux partis gouvernementaux. Le MLPD (parti marxiste-léniniste d'Allemagne) appelle à la lutte politique, à la «démision du gouvernement» ! Et, comme perspective aux luttes, milite pour une alternative socialiste.

IMMIGRATION

SARGOLÈNE = SÉKOZY

Ségolène Royal a déclaré qu'il y avait «des choses pas mal», «positives», dans l'accord que Sarkozy a négocié au Sénégal. Il aurait même «repris» plusieurs idées qu'elle défend, en particulier les visas qui sélectionnent, pour un temps limité, une main-d'œuvre qualifiée correspondant aux besoins des capitalistes.

L'immigration «concertée» de Sarkozy ou «décentralisée» de S. Royal ne sont guères différentes.

Magdiguène Cissé, ancienne porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard, a pu l'appeler (par erreur ?) «Madame Sarkozy», quand madame Royale a plaidé la politique du cas par cas contre la régularisation de tous les sans-papiers ; s'opposant de la même façon au regroupe-

ment familial en proposant «une immigration temporaire de travail» pour empêcher la venue des familles. Elle qui se veut le fer de lance de la politique de la famille refuse aux travailleurs immigrés ce droit élémentaire de vivre avec les leurs, avec leurs proches.

Sarkozy comme Royal parlent tous les deux de «co-développement» comme alternative à l'immigration. Ils prétendent que la coopération économique réduirait les inégalités, mais c'est cette «coopération» économique au service des grands groupes industriels qui dirige et pille les pays. Qui produit la misère et plonge les populations dans la misère, obligeant la jeunesse à risquer sa vie à la recherche de moyens pour vivre.

SM

DIFFUSEZ Partisan

International Conference/Internationale Konferenz/Conferencia Internacional PARUTION DE «CORRESPONDANCE DE PRESSE INTERNATIONALE» N° 31

Cette revue, en anglais, en allemand et en espagnol, est publiée par la Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes. Notre organisation, l'OCML-Voie Proletarienne, y participe avec une trentaine d'autres organisations ou partis. Au sommaire du numéro (21 articles, 67 pages), vous trouverez : * Trente ans après le coup d'Etat fasciste, par le PCR d'Argentine; * L'héritage de Mao dans l'évolution actuelle de la Chine, de Pao Yu Ching; * Le gouvernement sur la défensive face à la lutte contre la précarité, par l'OCML-VP; * La construction d'un front international pour sauver l'environnement de la course au profit, par le Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne; * Unissons les forces communistes des pays impérialistes pour la renaissance du mouvement communiste, par le (nouveau) Parti Communiste d'Italie; etc.

À commander à : T. Scheller – Postfach 15 10 58 – 70068 Stuttgart – Deutschland. Ou : int.co@t-online.de; Site web de la Conférence : www.icmpo.de; Vous y trouverez les Résolutions (en français, notamment) des VI, VII et VIII Conférences Internationales.

L'appel ci-dessous, rédigé par Le Conseil d'Union Populaire Révolutionnaire Provisoire de la Région Autonome Tamuwan, à Gandak au Népal, a été recueilli par des amis partis en vacances dans les montagnes de ce pays en août dernier. Les combattants du Parti Communiste du Népal (Maoïste)-PCN (M) qui leur ont donné ce tract récoltaient auprès des randonneurs étrangers qui passaient par là une taxe de passage de 1200 roupies (environ 12 euros), dans une ambiance accueillante et détendue. Ce tract aborde à la fois la situation nationale et la situation locale particulière de cette région de montagnes. Il permet par exemple d'entreprendre l'état de la société népalaise, si lointaine de la nôtre, si difficile à concevoir pour nous occidentaux, avec la survivance de modes de production pré-capitalistes, et même pré-féodaux. Il donne aussi les principaux éléments de programme du PCN (M), qui contribuent à faire naître en chaque révolutionnaire du monde entier un grand espoir pour la révolution en marche au Népal.

NÉPAL RÉVOLUTIONNAIRE

Traduit de l'anglais par nos soins



Un tract pour les touristes

“

Nous nous réjouissons de vous informer que notre grande et glorieuse guerre populaire, menée par le parti prolétarien népalais, le Parti Communiste du Népal (Maoïste), vient de dépasser un point d'équilibre stratégique, et qu'elle est actuellement en phase de préparation de la prise du pouvoir d'Etat. Ainsi le vieil Etat féodal est en crise, et il est sur le point d'être abattu (...)

Aujourd'hui, avec le développement de la guerre populaire, le vieil Etat féodal s'écroule et de nouveaux gouvernements du peuple se sont constitués et se sont développés, du niveau local jusqu'au niveau régional, dans tout le pays.

Au cours de la formation de ce nouveau gouvernement populaire, le Gouvernement Autonome Régional Tamuwan s'est constitué dans la campagne vallonnée située entre Gorkha et Parbat, du district de Tanahun à celui de Syangja, dans la Région de Gandak.

Le Népal est un pays constitué de multiples nationalités, langues, religions et cultures, avec une très grande diversité régionale. Malgré cette diversité, le Népal est dirigé par une caste soi-disant supérieure de Brahmanes et de Khas (1) qui ont monopolisé tous les droits politiques. Les peuples indigènes (2), qui étaient majoritaires, ont été déplacés de leurs lieux d'origine et leurs républiques (3) ont été dissoutes. Ainsi, les peuples indigènes se sont transformés en réfugiés sans terre dans leur propre pays. Notre histoire montre que l'gression subie par les républiques Tamuwan (4) a commencé il y a plus de 300 ans. Avant cette période, leurs républiques étaient réparties dans les différents endroits de notre région. En ces temps, le mode de vie du peuple était basé sur l'égalité, il n'y avait pas de système de propriété privée, ni d'individualisme. Ces républiques furent mises en pièces à l'aide de complots par des Indo-Aryens, venus d'Inde, qui établirent leur propre système aristocratique féodal.

Les peuples indigènes de ce pays ont fortement lutté pour leur indépendance et libération depuis que le parti prolétarien, le PCN(M), a commencé la guerre populaire en ayant dans son programme politique la destruction de l'Etat féodal et l'établissement d'une république populaire du Népal. Selon ce programme, la première région autonome, notre Gouvernement Autonome Régional Tamuwan, a déjà proclamé le droit à l'autodétermination. En ce moment, nous sommes en guerre.

Le principal rôle de notre gouvernement est de développer la guerre populaire jusqu'à ce que l'Etat féodal soit complètement détruit, et que nous remportions la victoire. Cependant, notre gouvernement populaire commence d'ores et déjà à résoudre les pro-



blèmes fondamentaux du peuple en ce qui concerne le développement et les affaires judiciaires.

Le Gouvernement Autonome Régional Tamuwan a adopté pour politique d'inclure dans le gouvernement toutes les personnes patriotes et démocrates qui s'opposent radicalement au féodalisme et à l'impérialisme. Dans notre région autonome, le peuple est souverain, et il lui a été accordé le droit de révoquer ses représentants de manière à ce que le gouvernement soit sous le contrôle du peuple. Dans la constitution de la Région, toutes les différentes communautés peuvent être représentées au gouvernement, en proportion de leur importance. Les femmes, qui formaient une classe bafouée, et les autres minorités se sont vu accorder des privilèges spéciaux.

De la même façon, le gouvernement régional a garanti les droits humains fondamentaux au peuple. La politique de la Région est de ne faire aucune discrimination entre les personnes, que ce soit sur la base de la croyance, la couleur, la caste, le sexe, la langue ou la religion. Ainsi la Région a adopté la laïcité.

La Région Autonome Tamuwan est le centre du patrimoine historique, naturel et culturel du pays. Le vieux gouvernement féodal tirait bénéfice de ces ressources mais n'y accordait l'attention qui convenait en termes de développement et de préservation. C'est une haute priorité pour notre gouvernement autonome de lancer les programmes pour leur développement. Nous pensons que c'est de notre premier devoir de

développer notre région et c'est pourquoi notre Gouvernement Régional souhaiterait accueillir chaleureusement nos hôtes étrangers et touristes dans notre région autonome.

me. Bien que nous soyons en période de guerre, nous permettons aux visiteurs de parcourir notre région, si tant est qu'ils ne soient pas des espions contre le peuple. Nous

accueillons avec enthousiasme nos hôtes et nous faisons tout notre possible pour leur sécurité.

Notre Gouvernement Autonome Régional Tamuwan est pour l'instant provisoire, il ne gagnera sa forme définitive qu'avec le développement de la guerre populaire. Bien que nous soyons au 21^e siècle, nous en sommes encore à combattre une monarchie tyrannique telle que celles qui furent remplacées par des républiques au 17^e siècle ailleurs dans le monde. Nous combattons pour notre libération. C'est pourquoi nous appelons tous les peuples du monde à soutenir notre révolution légitime et démocratique. Nous appelons aussi à nous aider à élever la voix contre la monarchie tyrannique et tous les réactionnaires, y compris contre l'impérialisme américain. Notre victoire est garantie. Merci, et à bientôt !

Le Conseil d'Union Populaire Révolutionnaire Provisoire de la Région Autonome Tamuwan, à Gandak. »

Marc Roux

(1) D'un peuple venu du Rajasthan, au nord ouest de l'Inde, de langue indo-aryenne. (2) Il s'agit de différents peuples régionaux aux cultures bien distinctes, mais tous de langues tibéto-birmanes. (3) Les « régimes politiques » des différents peuples de cette époque (avant 1800) n'étaient pas des « républiques » au sens moderne du terme, et le mode de production de ces sociétés n'était d'ailleurs pas même féodal. (4) Un des peuples indigènes du Népal.

CONTRE LA COOPERATION AVEC ISRAËL

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes, les impérialistes occidentaux n'ont de cesse de faire pression sur le gouvernement palestinien pour qu'il reconnaisse Israël et renonce à la violence. L'Union Européenne vient de geler toute aide financière directe au gouvernement palestinien, aggravant nécessairement la situation du peuple, même si l'UE se défend de prendre des « mesures de punition collective ».

Indignation sélective. L'indignation occidentale est tout à fait sélective. Le terrorisme de l'Etat sioniste n'est jamais ou que très modérément critiqué. En mars, l'armée israélienne a attaqué la prison de Jéricho (sous administration de l'Autorité palestinienne), pour y enlever le dirigeant du FPLP et quatre autres militants, qui y étaient gardés sous le contrôle des USA et de la Grande Bretagne. Pays qui ont eu la « prudence » de retirer leurs observateurs une demi-heure avant l'intervention. Cet acte de guerre, qui violait des accords internationaux, n'a pas suscité de réprobation, et

encore moins de sanction. Israël peut continuer la construction du mur et se préparer à annexer une partie de la Cisjordanie, sans craindre la moindre sanction internationale.

Impérialisme français actif. La France n'est pas en reste dans le soutien à Israël. Elle a été la première à dérouler le tapis rouge à Ariel Sharon. Elle a surtout développé la coopération avec Israël. Cette coopération prend de multiple forme : jumelages d'universités, coopération économique, mais aussi coopération militaire. Les industriels français et israéliens ont ainsi engagé en commun l'étude et la fabrication de drones. Ces petits avions sans pilote peuvent faire de l'observation ; mais aussi porter des armements. Ils sont utilisés par l'armée israélienne pour repérer et liquider des militants palestiniens.

La police israélienne rend en retour quelques services aux forces de répression françaises. Après les événements de novembre, les chefs de cette police, forts de leur expérience dans la répression de l'Intifada, sont venus à Paris pour donner quelques conseils à leurs homologues français.

Le 17 juillet 2005, un accord a été signé entre le gouvernement israélien et deux groupes français - Alstom et la Connex - pour la construction d'un tramway sur des terres palestiniennes. Alstom sera chargé de la fourniture du matériel et de la construction. La Connex sera l'exploitant de la ligne. Le tramway devrait traverser Jérusalem Est pour relier Jérusalem Ouest à deux colonies implantées illégalement par Israël en Cisjordanie.

Le gouvernement français n'a évidemment soulevé aucune objection à cette violation des résolutions de l'ONU, que la France a votées. Pour cause. Il a participé activement à la préparation de ce contrat entre des sociétés françaises et Israël.

Contre la solidarité des impérialistes et de leur valet sioniste, solidarité des travailleurs et des peuples !

**A bas la coopération économique et militaire entre la France et Israël !
Boycott des intérêts israéliens !
Soutien aux forces progressistes palestiniennes !**

Gilles Fabre

Les ouvriers «sans-papiers» de la blanchisserie industrielle Modeluxe de Chilly-Mazarin sont toujours en grève. Travailleurs étrangers en situation dite «irrégulière», qui travaillent depuis des années dans cette blanchisserie et reconnus comme tels par les autorités préfectorales. Modeluxe a voulu s'en débarrasser, du coup l'ensemble des travailleurs s'est mis en grève.

LES SALARIÉS SANS-PAPIERS DOIVENT ÊTRE RÉGULARISÉS !

La direction de la blanchisserie Modeluxe embauche depuis des années des ouvriers «sans papiers». A la fin de l'année 2004, sous la pression du groupe anglais Sunlight qui venait de racheter l'usine, la direction cherche à s'en débarrasser probablement en vue d'une restructuration à venir. A cette fin elle provoque un contrôle de police dans l'entreprise le 13 décembre 2004. Les syndiqués CGT de l'entreprise et l'Union locale CGT de Massy réussissent à faire échouer l'opération. La direction du groupe Sunlight sera obligée d'adresser une lettre au Préfet indiquant qu'elle était prête à poursuivre le contrat de travail de ces ouvriers si la Préfecture leur donnait un titre de séjour. Le 21 avril 2005, pour permettre à l'Union locale de préparer les dossiers en vue de l'obtention des papiers, le Directeur de Cabinet du Préfet, Monsieur Raffi, communique par fax à l'Union locale la liste de tous les travailleurs «sans papiers» de l'usine.



Depuis la remise de ces documents (concernant à l'époque 45 personnes), la Préfecture de l'Essonne s'est empressée de ne rien faire. Fin septembre 2006, prétextant le silence de la Préfecture, la direction de Modeluxe, dans le cadre de la «cession de 100% du capital et de ses droits» à la société Finance Conseil et Stratégie (FCS), annonce

que les ouvriers «sans-papiers» de l'entreprise seront licenciés pour faute grave !

Le lundi 2 octobre, la quasi-totalité des 160 salariés de l'entreprise est en grève pour refuser le licenciement de leurs camarades et exiger leur régularisation. Cette grève de solidarité va durer une semaine. Le 9 octobre, de leur côté, les ouvriers «sans-papiers» de l'entreprise, toujours menacés de licenciement, menacés pour certains d'être expulsés, ont décidé avec courage et détermination de poursuivre la grève pour leur régularisation.

vaillleurs à qui ils peuvent demander tout et n'importe quoi. Travailleurs dont ils se servent en retour pour faire pression sur toute le collectif de travail. A Modeluxe les salaires sont extrêmement bas (au-dessous de 1000 euros), les horaires élastiques (certains n'ont même pas les deux jours de repos hebdomadaire), les cadences de travail poussées à outrance (pas de pauses), sans parler des conditions de travail... Les sans-papiers occupent presque toujours les postes les plus durs.

Deuxièmement : les patrons délivrent à ces ouvriers des fiches de paye, ils paient les charges, les déclarent à la Sécu, aux Assedic,... Ces «sans-papiers» sont légaux lorsqu'il s'agit d'être surexploités ; ils paient des impôts... D'ailleurs les patrons, pour respecter un semblant de légalité, préfèrent leur demander la déclaration d'impôts, la facture d'Edf/Gdf ou la quittance de loyer...

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS.

Ces travailleurs complètement intégrés participent comme les autres à la marche

générale de l'entreprise et donc à la création des richesses. Ces ouvriers «sans-papiers» travaillent à Modeluxe depuis des années. La direction de Modeluxe les a embauchés et les a exploités en toute connaissance de cause. La Préfecture a autorisé la poursuite de leur contrat de travail depuis la fin 2004 sans leur octroyer de titre de séjour : aujourd'hui, ils doivent être régularisés ! Ils doivent avoir les mêmes droits.

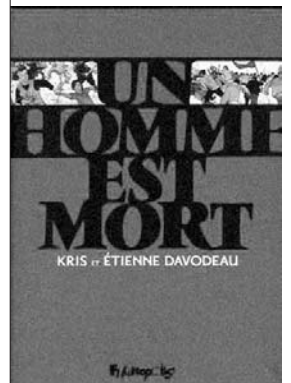
Cette grève de tous les ouvriers sur une telle revendication est une première. C'est un tournant important et décisif dans le combat des sans-papiers pour la régularisation globale. Ce n'est jamais que la reconnaissance du fait que la lutte des sans-papiers est partie intégrante de la lutte pour l'égalité des droits pour tous.

L'égalité en droits est un facteur essentiel pour l'unité et la solidarité entre tous les travailleurs. La participation des travailleurs, français ou immigrés en situation régulière, à la lutte des travailleurs à statut illégal et vice versa, brise la division du front des travailleurs et démasque la stratégie patronale et gouvernementale qui vise à diviser pour mieux régner.

L'unité et la solidarité ouvrière entre tous les travailleurs de nationalités différentes est un rempart contre l'instrumentalisation de la «question de l'immigration» et des sans-papiers à des fins démagogiques et électoralistes. **SM**

UN HOMME EST MORT

1945. De la ville de Brest, il ne subsiste plus rien. Bombardements massifs et combats acharnés ont anéanti la ville, son port, ses entreprises. Tout est à reconstruire. 1950. Brest est un immense chantier. Des milliers d'ouvriers y travaillent dans de très dures conditions. Puis, c'est la grève. Les chantiers sont immobilisés, les ouvriers de l'Arsenal rejoignent le mouvement. De violents affrontements surviennent lors des manifestations. Le 17 avril, la police tire sur la foule, blessant plus de vingt personnes et tuant un homme : Édouard Mazé. La ville est en état de siège...



SOLIDARITÉ AVEC LES «SANS PAPIERS» DE MODELUXE !

CONTINUONS A SIGNER LA PETITION !

A envoyer à :

Union Départementale CGT
12 place des Terrasses de l'Agora
91054 Evry cedex
Tel. 01 60 78 28 41
Fax. 01 60 78 55 43
ud91@cgt.fr

Où à :

Union locale Cgt de Massy
14 Chemin des femmes
91500 Massy
Tel. 01 69 52 15 76
Fax. 01 60 11 56 04
ulegmassy@wanadoo.fr

CLANDESTINS ET LÉGAUX.

Selon une idée répandue, les travailleurs «sans papiers» seraient des clandestins qui arrivent à travailler on ne sait comment.

Premièrement : la grande majorité des patrons qui ont recours à ces travailleurs n'est pas dupe. Les grévistes de Modeluxe ont témoigné du fait qu'à leur embauche, la direction était parfaitement au courant de leur situation.

Et pour cause, avec eux, précaires parmi les précaires, les patrons disposent de tra-

DERNIÈRE MINUTE !

Nous apprenons, le 30 octobre, que la Préfecture s'engage à régulariser 18 «sans-papiers» sur les 22 qui continuaient la lutte. Ce recul est le fruit de la longue lutte des travailleurs de Modeluxe, soutenue par toutes les forces progressistes dont notre organisation l'OCML Voie Proletarienne (pour obtenir le texte de notre Déclaration de solidarité, demandez-là à notre Boîte Postale), et le résultat du rapport de force qui se développe au niveau national pour s'opposer à la politique répressive du gouvernement.

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com
Voie Proletarienne - BP 48 - 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Sommaire 207

ÉDITO : POUR QUE VIVE L'UNITÉ OUVRIÈRE !	2
FLEXIBILITÉ : FEMMES COBAYES — 6^e CONSEIL DES FEMMES (ALLEMAGNE)	3
AMIANTE : MANIF DU 30/09 — TÉMOIGNAGE : MISÈRE DES JEUNES	4
SYNDICALISME : DALKIA	5
LA FAILLITE PARLEMENTAIRE	6-7
MARXISME PAS SORCIER — COMMERCE ÉQUITABLE	8-9
LIBÉREZ ABDALLAH !	10
NÉPAL: UN TRACT POUR LES TOURISTES	11

PARUTION DU NUMÉRO 208 VERS LE 7 DÉCEMBRE. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 27 NOVEMBRE

★ AGENDA

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

4e manifestation nationale, samedi 2 décembre. A l'appel de AC !, de l'APEIS et du MNCP. 14 heures Place de la République à Paris.

CONTRE LA RÉPRESSION AUX PHILIPPINES

16 novembre, journée internationale d'action. Envoyer message de solidarité et de soutien au KMU (central syndical) : kmuid@tri-isys.com

CONSEIL INTERNATIONAL DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE.

5e Conseil se tiendra à Stuttgart en Allemagne du 17 au 20 mai 2007. Pour y participer adressez-vous à notre boîte postale.

SPECTACLES

- Incultures, «Petits contes politiques et autres récits non autorisés» de et par Franck Lepage, au Théâtre des Rues - 19/11 - Venelles (13), Maison des Jeunes F. Charpin
- «Cité H.» par la Compagnie du Mystère Bouffe. Théâtre de la Belle Etoile (Plaine-St-Denis - 93). Du 1er au 5 novembre. Rés: au 01 48 40 27 71
- «La maman bohème et Médée», deux pièces de Dario Fo et Franca Rame. Du mercredi 8 novembre au 17 décembre au théâtre de la Commune à Aubervilliers (93). Révolte de femmes contre les modèles féminins imposés par l'ordre établi. Et naissance d'une femme nouvelle, combative...
- «Légitime colère», par la compagnie Jolie Môme : 10 novembre à Saint-Herblain (44), Salle de la Carrière, Res : 02 40 75 91 17;
- 18 novembre à Mauléon (79), La Passerelle à 22h30 Res : 05.49.81.20.75
- 25 novembre à Aulnoye Aymeries (59), Salle Léo Ferré à 20h30, Rés : 03 27 67 30 62 (les après-midi sauf vendredi)

FILM

- «La Dignité du Peuple», de Fernando Solanas. Ce film argentin montre la crise, ses conséquences, mais surtout le courage et la résistance d'un peuple face à la ruine et à l'exploitation.
- «Bamako», de Souleymane Cissé : c'est un procès imaginaire qui se passe au Mali contre la dictature de la Banque Mondiale et du FMI. Une bonne dénonciation, avec des scènes pleines d'humour. Ca fait réfléchir à ce que sera le monde demain si on continue comme ça...